# L'ÉPICENTRE

L'ACTU ÉCO. & SOCIÉTALE
DU VAL DE LOIRE

## À LA UNE
CPME / MEDEF :
« ÉLECTIONS, NE PASSONS PAS
À CÔTÉ DES BONNES IDÉES »

## MANAGEMENT QVT
VERS UN ARRÊT DE
LA CULTURE
DU PRÉSENTÉISME ?

## DOSSIER
INFLATION,
LES ENTREPRISES FONT
LE DOS ROND…
MAIS JUSQU'À QUAND ?

# MATHIEU RÉQUILLART
## DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA BANQUE POPULAIRE VAL DE FRANCE

Gratuit **#24**
**Avril mai 2022** édition de l'Indre-et-Loire

www.lepicentre.online

© Christian Laufé

FESTIVAL DE
LA CRÉATIVITÉ ET
DE L'ART DE VIVRE

# NOUVELLES RENAIS SANCE(S) !

EN CENTRE-VAL DE LOIRE

## 2022 Le jardin de la France

**Plus de (500) événements !**

Expos, spectacles, dégustations, visites... au jardin

Infos et programmation sur
**nouvelles-renaissances.com**
#NouvellesRenaissances2022

© Gettyimages

**Nature, Culture & Art de vivre, l'exceptionnelle rencontre**

Région Centre-Val de Loire

# ÉDITO

**Avril mai 2022**
ÉDITION DE L'INDRE-ET-LOIRE
Gratuit
**#24**
**www.lepicentre.online**

*Groupama Up /*
*Espace entreprises,*
*2 avenue de Chateaudun*
*CS1319 - 41013 Blois Cedex*
*02 54 74 30 39*

**PRÉSIDENT**
François Delaisse

Directrice de la publication
Delphine Sergheraert
direction@lepicentre.online

**RELATIONS EXTÉRIEURS**
Philippe Duisit
06 33 22 43 19

Guillaume Malbo
06 33 12 77 56

**CONTACTS COMMERCIAUX**
Philippe Massicot
06 45 76 98 51

Denis Labrune
06 86 70 03 85

**IMPRESSION**
Imprimerie Baugé, Descartes

**GRAPHISME**
DCO'M Sabine Virault
06 83 05 56 51

**MAQUETTE**
Culture Com

**RÉDACTEURS**
Estelle Cuiry,
Stéphane De Laage,
Bruno Goupille,
Johann Gautier
Laëtitia Piquet
Sophie Manuel
Frédéric Fortin
Maxence Yvernault
Émilie Marmion

*LES ÉDITIONS DE L'ÉPI - S.A.S.*
*Au capital de 10 000 euros*
*Siret 53804876000028*
*Dépôt légal & parution*
*ISSN 2110-7831*

*Toute reproduction complète ou partielle du contenu de ce journal est interdite sauf accord préalable de la direction.*

IMPRIM'VERT

FSC
www.fsc.org
RECYCLÉ
Papier fait à partir de matériaux recyclés
FSC® C004166

## *Quelle meilleure saison que le printemps pour prendre un nouveau virage, amorcer un changement ?*

Avril arrive et l'Épicentre se découvre d'un fil au gré de ses pages pour vous dévoiler son nouveau style. On y parle toujours de parcours, de réussites, d'interrogations parfois. On y a semé de nouvelles graines, et fait grandir d'autres. On y retrouve par exemple la nouvelle rubrique « *Transitions* », celles qu'amorcent au quotidien les entreprises, les institutions, les citoyens. Les enjeux sont énormes, les solutions nombreuses.

## *Ce serait un euphémisme, d'ailleurs, que de dire que le monde actuel est en « transition »*

Après une pandémie mondiale, voilà que la guerre éclate en Europe. Comme notre journaliste le rappelle en introduction du dossier du mois « *Jamais l'avenir du commerce et des entreprises n'a été aussi incertain. Il n'est pas un secteur qui ne soit impacté par la hausse des prix des carburants et des énergies, avec les répercutions en cascade que l'on connaît sur toute la planète* ».

Les entreprises comme les ménages scrutent l'avenir avec inquiétude, quoi de plus normal, mais avec espoir aussi. Le prochain ou la prochaine président(e) de la République élu(e) dans quelques jours devra être à la hauteur des enjeux d'une planète qui bascule et des attentes des Français.

Mais puisque ce sont les hirondelles qui font le printemps …

Bonne lecture à tous,

*La rédaction*

# SOMMAIRE


## 6 EN BREF

## 7 À LA UNE
MATHIEU RÉQUILLART,
NOUVEAU DG DE LA BANQUE
POPULAIRE VAL DE FRANCE

## 8 ACTUALITÉS
ENTREPRISES
COLLECTIVITÉS & TERRITOIRES
AGRICULTURE

## 18 LE MAG
L'INTERVIEW PAUSE CAFÉ DE CHRISTOPHE HAY
EMPLOI FORMATION
MANAGEMENT QVT Vers un arrêt de la culture du présentéisme ?
EN PRATIQUE L'externalisation des services de pilotage des entreprises, vers une ubérisation des compétences ?
NUMÉRIQUE & INNOVATIONS
TRANSITIONS

## 30 LE DOSSIER
INFLATION,LES ENTREPRISES FONT LE DOS ROND… MAIS JUSQU'À QUAND ?

## 36 ART DE VIVRE
TOURISME
DÉCOUVERTES
GASTRONOMIE

## 41 CONSOMMATION
MADE IN VAL DE LOIRE
Un fromage Loir-et-Chérien médaillé d'Or au Salon de l'Agriculture de Paris

## 42 CONJONCTURE
TENDANCES RÉGIONALES
EN CENTRE-VAL DE LOIRE
DÉBUT 2022

© Thurlesmagazinepascalfattes

# UP2PAY MOBILE[1]
# VOTRE SMARTPHONE DEVIENT VOTRE TERMINAL DE PAIEMENT

## ENCAISSER LES PAIEMENTS PAR CARTE OÙ QUE VOUS SOYEZ

- ✓ 1 appli mobile
- ✓ 1 lecteur de carte qui tient dans votre poche
- ✓ Vos opérations en moins de 24h[2] sur votre compte

## Votre conseiller disponible par téléphone ou email

(1) Une application conçue pour vous permettre d'encaisser facilement et rapidement des paiements par carte depuis votre smartphone ou tablette, en le connectant en Bluetooth à un lecteur de carte dédié. L'utilisation de Up2pay suppose le téléchargement d'une application sur un smartphone ou une tablette, connecté en mode Bluetooth à un lecteur de cartes bancaires. Pour plus d'information consultez votre conseiller. (2) Sous réserve que le paiement soit effectué la veille d'un jour ouvré.

CRÉDIT AGRICOLE DE LA TOURAINE ET DU POITOU : Société coopérative à capital variable, agréée en tant qu'établissement de crédit - Siège social : 18 rue Salvador Allende - CS50 307 - 86008 - Poitiers Cedex 1 - 399 780 097 RCS POITIERS. Société de courtage d'assurance immatriculée au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le n ° 07 023 896. Ed 03/22.

# Annick Noble prend la direction régionale de TotalEnergies

Pour mieux accompagner sa transition actuelle TotalEnergies se dote, au sein de la nouvelle Direction France, de Directeurs régionaux. C'est Annick Noble qui a été nommée directrice pour la Région Centre-Val de Loire.
Les missions de ces nouveaux responsables seront de représenter le groupe TotalEnergies sur le territoire auprès des institutions et de collectivités locales comme des différentes parties prenantes du tissu économique ou associatif. Leurs fonctions couvriront aussi bien l'information des nouveaux investissements dans les énergies renouvelables, que l'information sur les investissements dans les start-ups innovantes et les possibilités d'accompagnement des entreprises du territoires ou la concrétisation de partenariats avec les collectivités.

# Un nouvel acteur sur le marché de l'intérim

Entreprise 100% familiale dans le secteur du travail temporaire, Virginie et Benoît Maïquès sont présents en région Centre depuis 2009 en tant que franchisés. Depuis janvier 2022, ils ont pris la décision de se lancer en totale indépendance, avec la création de CasaJob pour une présence renforcée et individualisée auprès de leurs partenaires entreprises et intérimaires.
CasaJob, c'est donc maintenant 8 agences de travail temporaire en région Centre : six agences dans le Loir-et-Cher, où tout a commencé : à Blois (une agence généraliste et une agence spécialisée dans le BTP), à Contres, à Lamotte-Beuvron, à Romorantin-Lanthenay (ouverture courant 2022) et à Vendôme. Une agence dans le Loiret, à Orléans et une prochaine agence en Indre-et-Loire, à Tours dont l'ouverture est prévue courant 2022. Toutes les agences sont généralistes et interviennent dans de nombreux secteurs comme l'industrie, le BTP, le transport et la logistique, l'agro-alimentaire, le tertiaire, l'hôtellerie et la restauration, la grande distribution, etc.

# Stéphanie El Mabrouk, nommée directrice de la poste grand public et numerique

Stéphanie El Mabrouk vient de prendre la Direction de La Poste Grand Public et Numérique Maine Val de Loire dont le Siège est situé au Mans. À ce titre, elle est responsable de l'ensemble du réseau des bureaux de poste d'Indre-et-Loire, de la Sarthe, du Maine-et-Loire et de la Mayenne. Elle succède à Patrice Tripet qui était en poste depuis 2019. Stéphanie El Mabrouk a pour mission de poursuivre la modernisation du réseau postal, de donner aux clients et aux élus une vision plus claire et plus complète des services disponibles et d'améliorer la qualité de service rendue aux clients de La Poste et de La Banque Postale.

LE RUBIXCO
bien plus qu'un bureau !

Un Tiers-lieu totem de 665m² qui s'adresse aux entreprises, freelances, télétravailleurs, indépendants, startups ou associations !

#coworking
#incubateur
#bureauprivé
#numérique
#événementiel
#salle de réunion

1,rue Bernard-Maris
37270 Montlouis-sur-Loire

**Infos&résa : 02 45 34 09 70 / www.lerubix.co**

Propulsé par Touraine-Est Vallées

# Mathieu Réquillart, directeur général de la Banque Populaire Val de France

*« Dans un monde de crises, construire sur la proximité et l'expertise »*

Mathieu Réquillart a pris la direction générale de la Banque Populaire Val de France en janvier dernier.

Le nouveau directeur général de la Banque Populaire Val de France, Mathieu Réquillart, analyse les attentes de la clientèle des professionnels et des entrepreneurs et présente les solutions de la banque coopérative pour y répondre.

Mathieu Réquillart, 50 ans, a pris la direction générale de la Banque Populaire Val de France le 1er janvier dernier. Au sein du groupe BPCE, il a notamment exercé des responsabilités à la Banque Populaire du Nord, puis à la Caisse d'Épargne Bretagne Pays de Loire dont il était membre du directoire en charge du développement.
La Banque Populaire Val de France est présente dans dix départements, dont les six du Centre-Val de Loire, au travers d'un réseau de 185 agences

## 1 Après deux mois de prise de fonction, quelles sont vos constats et appréciations sur la Banque Populaire Val de France ?

À la faveur des nombreux déplacements que j'ai effectués dans notre réseau commercial depuis ma nomination, j'ai pu constater la puissance de l'engagement des collaborateurs dans le tissu économique régional. C'est une caractéristique forte de la Banque Populaire, dont une part importante de la clientèle est constituée de professionnels et d'entrepreneurs, que cette proximité et cette qualité de contact avec ceux qui font l'économie.
Les réponses aux attentes de nos clients doivent être apportées au plus près du réseau d'agences et c'est pourquoi je souhaite renforcer encore leur autonomie et leur pouvoir de décision en leur confiant jusqu'à 95% de taux de délégation, les 5% restant relevant de montages financiers spécifiques.

## 2 Avez-vous pu mesurer les attentes de votre clientèle de professionnels et entrepreneurs, ainsi que leur évolution ?

Les attentes des acteurs de l'économie tournent autour de deux mots simples : confiance et simplicité. La confiance dans leur partenaire bancaire qu'ils ne peuvent trouver que dans une relation de proximité ; et la simplicité dans cette relation, par exemple avec la mise à disposition d'outils qui leur permettent de piloter eux-mêmes une partie de leur activité bancaire, et de faire appel à l'expertise du conseiller pour les opérations à valeur ajoutée. C'est ce que nous leur proposons en particulier avec la solution *« Direct et proche »* pour créer un site marchand facilement.

## 3 Dans le domaine de la transition énergétique, très présente aujourd'hui auprès des décideurs, la Banque Populaire Val de France propose-t-elle des solutions innovantes ?

Notre vocation est d'accompagner toutes les transitions, qu'elles soient énergétique, écologique, économique ou sociale. Dans le domaine de la transition énergétique nous proposons notamment des solutions de mobilité verte avec la location de parcs de véhicules électriques. Nous lançons en avril la marque *« Val de France Energie »* avec une équipe d'experts qui pourront accompagner les projets de croissance verte des entreprises.

## 4 Ne craignez-vous pas que le conflit Russie-Ukraine provoque des répercussions négatives sur les d'entreprises déjà fragilisées par la crise sanitaire ?

Je pense que nous vivons désormais dans un monde de crises multiples et successives. Nul ne peut en prévoir les conséquences exactes. Toutefois, le tissu économique régional demeure robuste grâce aux effets du plan de relance. Depuis 2020, nous avons distribué 8 500 Prêts Garantis par l'État (PGE) et 60% n'ont pas encore été utilisés. C'est un matelas de sécurité que 9 dirigeants sur 10 ont décidé d'amortir. Il est probable que l'augmentation des taux, qui restent néanmoins compétitifs, et de l'inflation va se prolonger au lieu de se résorber. Plus que jamais, le rôle d'une banque coopérative comme la Banque Populaire Val de France consiste à rester au plus proche de ses clients et à leur apporter des solutions en faisant preuve d'expertise, d'agilité et de réactivité.

*Propos recueillis par Bruno Goupille*

# CPME / MEDEF : « Élections, ne passons pas à côté des bonnes idées »

*À la veille des élections présidentielles, les formations patronales sont en ordre de marche. Elles se rappellent au bon souvenir des candidats, et veulent peser dans le débat en réaffirmant que l'entreprise est aussi un lieu de vie qui façonne la société.*

Le 17 mars, Constant Porcher était réélu à la tête de la CPME.

Valentin Doligé est le président du MEDEF Loiret. Il accueillait début mars Patrick Martin, président délégué du Medef, pour une conférence qui rappelait les ambitions sociales et économiques des dirigeants d'entreprises. Le 17 mars, Constant Porcher était quant à lui réélu à la tête de la CPME du Loiret. Les deux formations tiennent des discours proches. « *Nos sujets sont bien entendu les mêmes*, admet Constant Porcher, *on travaille pour la même cause, pour une économie forte et des entreprises fortes* ».
L'entreprise justement, « *elle n'est plus seulement un endroit où l'on accueille des salariés*, observe Patrick Martin, *qui prend pour preuve que l'on ne retrouve pas dans les entreprises, les fractures de la société. Ce qui montre qu'elle est un véritable lieu d'intégration* ». C'est la responsabilité du chef d'entreprise, insiste la CPME.
Et cela commence par la formation des jeunes. Sujet sensible s'il en est. La CPME place l'emploi et la réforme de la formation au cœur de la réflexion, « *pour que les entreprises redeviennent maître de leur budget formation* ».
La formation mère de tout, c'est aussi le credo du MEDEF, qui n'y va pas avec le dos de la cuillère : « *il est insensé que cohabitent les lycées professionnels et les CFA*, martèle Patrick Martin. *L'argent est rare, et le prochain ministre de l'Éducation Nationale devrait abandonner ces lycées. Ce serait pour lui suicidaire, mais il va falloir que quelqu'un s'en occupe. Le stock d'1,5 millions d'alternants devrait être porté à 2 millions, car en termes d'ascenseur social, l'alternance n'a pas son égal* ».

## La valeur du travail

Même conviction quand il s'agit de la transition environnementale, « *avec des conséquences énormes que l'on n'imagine pas toujours* », prévient Patrick Martin. 2 à 3% du PIB par an, auxquels s'ajoutent les coûts sociaux, puisque des secteurs comme l'automobile, qui vont changer de technologie, vont devoir licencier mais aussi former à de nouveaux métiers. « *Les chefs d'entreprises sont convaincus de sa nécessité et d'en faire un atout. Alors autant y aller de bon cœur et de bonne foi* ».

> *En termes d'ascenseur social, l'alternance n'a pas son égal*
>
> *Patrick Martin, président délégué du Medef*

Le temps de travail ? « *Ne pas revenir sur les 35h, il faut de la souplesse*, admet le MEDEF, *et ne pas aller vers la semaine de 4 jours non plus* ». Le vrai combat du MEDEF, c'est l'âge légal de départ à la retraite. « *L'enjeu est colossal et se chiffre en milliards d'euros. L'idée est de passer des 42 régimes de retraite actuels à trois : pour les agents de la fonction publique, les libéraux et les salariés du privé* ».

> « Ne pas revenir sur les 35h, il faut de la souplesse et ne pas aller vers la semaine de 4 jours non plus »

La CPME, qui a récemment publié son livre blanc, ajoute à la longue liste des questions sociétales, l'idée de « *redonner de la valeur au travail et la place qu'il mérite, repenser le modèle social, construire la France de demain pour résorber la dette, et réduire le poids de l'État dans la sphère privée* ».
« *Le sujet, c'est le paritarisme*, insiste Constant Porcher. *Il faut une réforme pour que les chefs d'entreprise et les*

*organismes syndicaux puissent négocier entre eux et prendre leurs responsabilités. Le chef d'entreprise est responsable ».* Constant Porcher pense enfin que la nuance qui existe souvent entre les adhérents du MEDEF et ceux de la CPME, c'est que les seconds sont engagés avec leurs propres capitaux, et sont sans cesse sous la menace du couperet.

*Stéphane de Laage*

> *« La nuance qui existe souvent entre les adhérents du MEDEF et ceux de la CPME, c'est que les seconds sont engagés avec leurs propres capitaux, et sont sans cesse sous la menace du couperet »*

Valentin Doligé, président de l'UDEL Medef (Loiret).

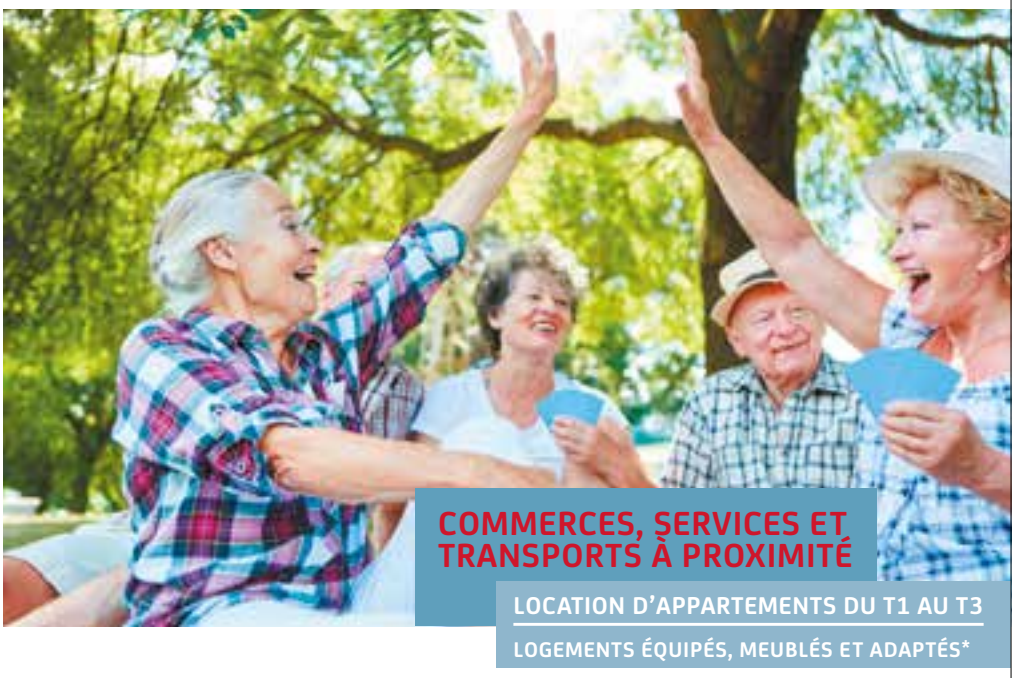
edenéa nexity

RÉSIDENCE SENIORS À TOURS

RENSEIGNEMENTS ET VISITES :
35 RUE DANIEL MAYER
37100 TOURS
TÉL : 06 69 77 77 21

0 820 12 10 12
Service 0,12 € / appel + prix appel(1)

(1)Gratuit depuis une box ou un forfait mobile
nexity.fr/edenea




NEXITY EDENEA, Société par actions simplifiée au capital de 37.000 euros, Siège social : 19 rue de Vienne – TSA 10034 – 75801 Paris Cedex 08, SIREN 793 759 614 RCS PARIS. Document et photos non contractuels.*Voir services et conditions en résidence. Création : dps - Crédit photos : Adobe Stock. Mars 2022. Ne pas jeter sur la voie publique.

# « J'aimerais avoir 250 adhérents dans deux ans »

*Élue il y a tout juste un an, l'entrepreneuse Karine Lafont est la nouvelle présidente de la CPME 37, la Confédération Générale des Petites & Moyennes Entreprises, qui fait de la défense des TPE et PME son cheval de bataille. Portrait d'une cheffe d'entreprise multi-casquettes qui porte un intérêt tout particulier aux problématiques du recrutement, de l'apprentissage et des conditions de travail des jeunes salariés.*

Karine Lafont, nouvelle présidente de la CPME 37.

Avant d'être présidente de la CPME 37, Karine Lafont est d'abord une dirigeante d'entreprise avec un parcours riche en expériences diverses et très variées. Arrivée en 1998 en Touraine pour reprendre un garage automobile, celle qui a également occupé pendant deux ans le poste de présidente du Centre des Jeunes Dirigeants d'entreprise de Tours (CJD), quitte en 2007 le monde de la mécanique et de la carrosserie pour rejoindre le réseau de franchise Natur'House (spécialisé dans les consultations diététiques et la vente de compléments alimentaires) et ouvrir l'un des tout premiers centres de la marque espagnole dans l'hexagone. Située en plein centre-ville de Tours, sa boutique Natur'House remporte un beau succès. À tel point qu'elle finira par en ouvrir trois autres : à Joué-les-Tours en 2010, à Tours Nord en 2013 et Amboise en 2016. Et en 2021, après avoir siégé pendant sept ans au conseil d'administration de la CPME 37, elle finit par se présenter à la présidence de l'union départementale. *« J'étais prédestinée à être secrétaire médical, voire institutrice, mais j'ai saisi des opportunités et j'ai travaillé comme une acharnée pendant vingt ans »*, argue la dirigeante tourangelle. *« À la CPME, j'ai mis mon énergie au service du conseil d'administration pour réunir le plus d'adhérents possible. La présidence ? Mes salariés, des collègues et d'autres entrepreneurs m'ont poussée dans cette voie »*, poursuit-elle.

> *« Les problématiques des TPE et PME n'ont jamais été et ne seront probablement jamais les problématiques des autres entreprises »*

## *« On ne se soucie que trop peu du chef d'entreprise et de ses salariés »*

Entrée en fonctions en pleine pandémie de Covid-19, Karine Lafont a pu observer et mesurer pleinement la proportion dans laquelle les TPE et PME tourangelles avaient été touchées par la crise. Elle s'est efforcée de trouver les mesures les plus efficaces pour les accompagner durant cette période si singulière. Pour la dirigeante tourangelle, la crise sanitaire a d'ailleurs été un révélateur ou plutôt une confirmation : *« Les problématiques des TPE et PME n'ont jamais été et ne seront probablement jamais les problématiques des autres entreprises »*, commente-elle. *« Pendant le Covid, les aides ont été mal réparties. Il y a des gens qui avaient tous les voyants au vert et qui en ont beaucoup bénéficié mais les TPE et PME ont eu beaucoup plus de mal à bénéficier des aides. Et quand on est une TPE ou une PME, qu'on a une équipe de cinq personnes, dont trois positives au virus, on ne peut plus fonctionner. Une entreprise plus importante peut compenser les manques, mais dans une TPE ou une PME c'est bien souvent le chef d'entreprise qui compense. On ne se soucie que trop peu du chef d'entreprise et de ses salariés. »* Une parole que la nouvelle présidente de l'union départementale souhaite

> « Elle s'est efforcée de trouver les mesures les plus efficaces pour les accompagner durant cette période si singulière. »

porter encore longtemps, et le plus loin possible. Surtout avec l'élection présidentielle qui approche. *« Aujourd'hui, la moitié des salariés est embauchée par des TPE et PME. Il faut permettre aux entreprises de donner des primes aux salariés qui soient moins chargées, les salariés ont besoin d'un coup de pouce et les entreprises aussi car elles sont toujours sous respirateur, il y a notamment beaucoup de problèmes de matières premières avec l'augmentation des tarifs ou de problèmes de recrutement, on est en post-Covid et les gens ont peur. Moi mon rôle, c'est de passer des messages pour que quand les gens décident de mettre en place des choses, elles soient aussi adaptées aux TPE et PME. »*

### *« Je suis très tournée vers les jeunes, le recrutement et l'emploi des jeunes »*

La problématique du recrutement fait partie des questions épineuses sur lesquelles la nouvelle présidente compte bien porter la focale durant son mandat. Au même titre que l'apprentissage ou les conditions de travail des jeunes salariés. Un dernier point qui lui tient d'ailleurs particulièrement à cœur. *« Je suis très tournée vers les jeunes, le recrutement et l'emploi des jeunes. Je suis en train d'organiser des commissions de travail sur ces thèmes. J'ai deux jeunes chez moi. »*, confie d'ailleurs Karine Lafont qui assure vouloir profiter de son mandat pour inciter les jeunes à aller travailler, et les employeurs à davantage les former et les respecter. *« Il faut qu'on fasse tous une introspection. Les jeunes sur les contraintes au travail auxquelles certains d'entre eux ne veulent pas se soumettre et les employeurs sur le fait de rendre plus sexy le travail en entreprise. À ce niveau-là, il faut vraiment mettre en place des choses pour les apprentis »* affirme la cheffe d'entreprise, mais aussi la mère de famille, avant de

> *« Je suis très tournée vers les jeunes, le recrutement et l'emploi des jeunes. Je suis en train d'organiser des commissions de travail sur ces thèmes »*

conclure : *« J'aimerais avoir 250 adhérents dans deux ans, ça voudra dire que les gens ont entendu que je peux leur apporter quelque chose. Quand on est chef d'entreprise on est tout seul, et le seul qui peut vous comprendre c'est un autre chef d'entreprise. Appartenir à un syndicat professionnel peut aider considérablement, il faut que les gens l'entendent. »*

*Propos recueillis par Johann Gauthier*

# Le capitalisme responsable selon Jean-Dominique Senard

*Le patron du premier groupe automobile mondial, Renault-Nissan-Mitsubishi, a tenu à Orléans une conférence à propos de ce qu'il appelle le capitalisme responsable. C'était quelques jours à peine, avant qu'il ne décide de suspendre l'activité de l'usine moscovite. Les propos n'en sont que plus appropriés.*

Ce capitalisme, explique Jean-Dominique Senard, souvent décrié, n'a cessé d'évoluer au fil du temps. Il y eut le paternalisme au début du 20ème siècle, l'État-providence après-guerre et même les Trente Glorieuses durant lesquelles les tensions sociales furent limitées. Puis vinrent dans les années 70, la théorie de Friedman qui prône que « *l'entreprise cotée n'est là que pour faire du profit* ». Vinrent ensuite les années tout aussi capitalistes de Ronald Reggan et Margaret Thatcher, puis le capitalisme triomphant avec en apogée la chute du mur de Berlin.
Mais alors s'est dessiné une distanciation entre deux nouveaux mondes, une sorte de fracture entre les érudits et les autres. Et la révolution numérique n'arrange rien. Pire encore, le doute s'installe. 2009 fut une année de crise grave, avec laquelle sont apparus le nationalisme et le populisme. Le rejet de ce capitalisme s'est concrétisé dans les actions des Gilets Jaunes. Le capitalisme doit donc évoluer, observe J.-Dominique Senard, même s'il a apporté selon lui la culture, le confort et le bien-être. Pour autant, l'entreprise reste au cœur du capitalisme et ne doit pas perdre son âme. Elle doit certes faire du profit, mais aussi se préoccuper de l'environnement au sens large.

## La « *raison d'être* » de toute entreprise

Le capitalisme d'aujourd'hui doit avoir une « *raison d'être* » ; un concept qui caractérise l'entreprise et la guide. En quelques sorte le préambule de la constitution de toute stratégie d'épanouissement des collaborateurs. C'est un pilier essentiel, un équilibre de l'attention que l'on porte aux clients autant qu'aux salariés.
On dit chez Renault que : « *nous faisons battre le cœur de l'innovation pour que la mobilité nous rapproche les uns des autres* ». Si l'on a cette raison d'être, pour les 170 000 collaborateurs de par le monde, l'entreprise se porte bien et s'épanouit. Actionnaires et salariés, qui sont les composantes structurelles de l'entreprise, ont alors des droits respectés.
Renault va plus loin en créant le Comité de la Raison d'être. Constitué de personnalités internationales appartenant à une grande diversité d'horizons et de champs de compétence, philosophes, syndicalistes, salariés…, il observe l'entreprise et s'assure qu'elle est fidèle à cet engagement.
Où l'on voit que le capitalisme responsable, selon Jean-Dominique Senard, doit permettre de réfléchir à long terme, d'anticiper et de ne surtout pas être court-termiste. La responsabilité de l'entreprise est centrale dans la construction de la société, elle devient même politique. Son chef doit donc s'engager, se dépasser pour de vraies causes.
L'expérience montre que toutes les entreprises qui se sont engagées dans la voie du capitalisme responsable, se portent bien. Et cela change le monde. Le concept diffuse désormais dans le monde et la France est un phare. Comme le traité de Rome en 1958, évoquait l'économie sociale de marché, il faut maintenant que cette même Europe porte l'idée du capitalisme responsable, pour qu'il se déploie. Ce sujet doit être au premier plan de tout ce qui se fait en Europe, et les entreprises doivent être accompagnées par des financiers responsables.

> *« L'entreprise reste au cœur du capitalisme et ne doit pas perdre son âme »*

Jean-Dominique Senard, patron du premier groupe automobile mondial, Renault-Nissan-Mitsubishi.

*Propos recueillis par Stéphane de Laage*

# Relancer l'export plus vite et plus fort !

*Le tour de France de la relance de l'exportation a fait escale en Centre-Val de Loire fin janvier. Plusieurs chefs d'entreprise ont témoigné de leurs réussites mais aussi de leurs difficultés. Un arsenal de solutions est déployé.*

Plus d'une centaine de participants ont suivi en ligne le webinaire du « *Relance Export Tour* » qui faisait escale dans l'hémicycle du Conseil régional, à Orléans, le 26 janvier. Objectif de l'opération pilotée par le ministère du commerce extérieur, Team France Export, en partenariat avec BPI et Business France : mettre en avant le volet exportation du plan de relance et les principales nouvelles mesures en la matière. Les pouvoirs publics sortent leur chéquier pour faire redémarrer une activité exportatrice mise à mal par la pandémie. Parmi les mesures figurent en effet un chèque Relance Export, qui peut couvrir 50% de frais de participation à un salon international par exemple, ou encore le chèque Relance V.I.E pour financer jusqu'à 5 000 € l'envoi en mission d'un volontaire international en entreprise (VIE). Une Assurance Prospection Accompagnement est également proposée pour les dépenses de prospection et la couverture du risque d'échec à l'export. Toutes ces dispositions sont prolongées jusqu'au 30 juin.

## Le carburant et la boussole

Le directeur général de Business France, Christophe Lecourtier, a reconnu que la situation était loin d'être revenue à la normale et que les annulations de salons se multipliaient encore en janvier. « *Toutefois, les entreprises qui disposent d'un VIE ont pu continuer à travailler,* a-t-il souligné. *C'est un dispositif bien rodé sur lequel la France a de l'avance.* »
Le directeur exécutif de BPI France, Pedro Novo, a insisté, pour sa part, sur les mesures de financement et de sécurisation, « *le carburant et la boussole* », ainsi que sur les assurances prospection qui peuvent couvrir les dépenses jusqu'au deux tiers, y compris pour les TPE ou les nouveaux arrivants sur cette activité. Pour François Bonneau, président de la région Centre-Val de Loire, le marché international demeure incontournable. « *Plus que jamais le moment est venu de tenter l'aventure de l'export, sans que cela soit hasardeux grâce à l'ensemble des dispositifs d'accompagnement nationaux et régionaux, notamment avec Connect'Up, le portail régional d'orientation des entreprises.* »

*Lien utile : https://www.teamfrance-export.fr/centrevaldeloire*
*Bruno Goupille*

## En Touraine, VLAD s'intéresse à Dubaï

Créé en 1985, VLAD fait travailler 80 personnes à Parcay-Meslay (Indre-et-Loire) à la conception et la fabrication de batterie pour les équipements médicaux et industriels. L'exportation est une pratique ancienne et importante pour VLAD où elle représente 80% du chiffre d'affaires.
« *Nous avons multiplié par dix le chiffre d'affaires en cinq ans,* annonce Vincent Piton, le directeur général. *Nous bénéficions du dispositif d'accompagnement Cap Export pour financer notre présence sur les salons en Allemagne. Nous avons pu recruter un Volontaire International d'Entreprise pour explorer le marché de Dubaï où nous avons de bonnes perspectives de développement* ».

# Destination Val d'Amboise-Touraine

*Un nouveau nom et une nouvelle organisation pour l'Office de Tourisme du Val d'Amboise-Touraine qui a pour objectif de développer la marque « Amboise » en faisant de la ville, une station de tourisme.*

La ville d'Amboise est bien connue pour son château qui surplombe la Loire, son marché dominical animé, ses commerces dynamiques, sa situation géographique privilégiée au cœur des Châteaux de la Loire, son illustre habitant Léonard de Vinci… 131 000 touristes ont été reçus à l'Office de Tourisme en 2019 pour découvrir toutes les spécificités de cette localité. Une belle fréquentation qui devrait prendre encore plus d'essor grâce à la nouvelle stratégie touristique de la communauté de communes d'Amboise.

## Changement de statut

En effet, depuis le 1er janvier, l'association qui gérait l'office du tourisme d'Amboise a cédé la place à un Epic, établissement public intercommunal de coopération, dont la mission première est de faire rayonner la marque Amboise. L'Epic offre la capacité de collecter la taxe de séjour pour alimenter son budget qui ne dépend plus ainsi uniquement des subventions accordées par les municipalités ou des cotisations des adhérents.

L'objectif du président de la communauté, Thierry Boutard, est de développer la promotion touristique de la destination. La communauté de communes d'Amboise souhaite décrocher le label de Station de Tourisme, qui apporte plus d'autonomie pour commercialiser des offres touristiques et permet d'obtenir une augmentation de la dotation globale de fonctionnement (DGF) versée par l'État.

## Nouvelle organisation

Désormais l'office du tourisme a à sa tête un comité de direction composé de 27 membres répartis en deux collèges :

Ville d'Amboise, vue de la Loire

Équipe de l'Office de Tourisme du Val d'Amboise

15 délégués communautaires (représentant les communes de la CCVA) et 12 socioprofessionnels. Au sein de ce dernier collège figureront quatre membres représentant le château royal, le Clos Lucé, château Gaillard et la pagode Chanteloup. Le comité de direction est constitué autour du président de la Communauté, assisté de deux vice-présidents : Josette Guerlais, adjointe à la mairie d'Amboise, pour les élus, et Gaël Ibramsah, du Clos-Lucé, pour les professionnels. Véronique Savaranin a pris récemment la tête de l'office de tourisme du Val d'Amboise. Cette nouvelle directrice a oscillé dans sa carrière entre public et privé, elle connaît bien la région puisqu'elle est passée par l'OT de Montrichard. L'équipe actuelle de 5 permanents se développe avec le recrutement en cours de 10 jeunes saisonniers.

## Promotion touristique

L'Office de tourisme du Val d'Amboise-Touraine prend maintenant en charge la promotion de la Communauté de communes qui regroupe 14 communes. Les 350 prestataires touristiques (vignerons également) de cette zone géographique vont pouvoir être référencés gratuitement sur les différents outils de l'OT. L'idée est d'avoir une forte offre pour accueillir les 55 % de touristes français et 45 % d'étrangers. Le nouveau budget d'environ 400 000 € va permettre de développer de nombreuses actions de communication et certainement de faire du Val d'Amboise-Touraine, une destination incontournable !

*amboise-valdeloire.com*
*Sophie Manuel*

# Jaune ou bleu, faites le bon tri !

*Simplification des consignes de tri, recyclage, prévention pour réduire les déchets à la source, compostage collectif… Pour l'Épicentre, Benoist Pierre, vice-président de Tours Métropole Val de Loire (TMVL) en charge des déchets ménagers, revient sur les dernières mesures de collecte et sur les pratiques auxquelles la métropole essaye désormais de sensibiliser les Tourangeaux.*

Comment gérer les déchets ménagers ? Comment faire le tri ? Des questions épineuses que toutes les collectivités et leurs habitants se posent à l'heure où notre impact écologique est plus que jamais à revoir. À Tours, les consignes du tri sélectif ont été largement élargies en ce début d'année. Et une partie des déchets qui devaient jusqu'alors être déposés dans les poubelles bleues se retrouvent désormais… dans les poubelles jaunes ! Une simplification mais aussi un gain financier potentiel important pour la collectivité : *« 400 000 euros, à peu près, si tout le monde respecte cette consigne »*, énonce Benoist Pierre, vice-président de TMVL en charge des déchets ménagers. *« Cartons, plastiques, boites métalliques…tous les emballages vont dorénavant dans le bac jaune. Il faut simplement éviter de laisser des restes d'aliments à l'intérieur »*, poursuit-il. Ces poubelles jaunes sont ensuite collectées par des agents et envoyées à la Grande David à la Riche. Là-bas, 75 % de ce tri est recyclé. Et les 25 % restants sont utilisés comme combustibles dans des entreprises, pour notamment nourrir des chaufferies. *« Les résultats sont très bons, on en est très contents »*, commente le délégué aux déchets ménagers. *« Depuis le mois de décembre, on a augmenté entre 10 et 20 % le nombre de déchets triés. Non seulement le tri augmente en quantité, mais il augmente aussi en qualité, car on a également investi dans des nouvelles cabines de tri. »*

Ces nouvelles règles de collecte en place, la métropole s'évertue désormais à multiplier les actions de sensibilisation auprès des Tourangeaux pour réduire à la source la quantité de déchets. *« On cherche à éveiller sur le gaspillage alimentaire et sur certains gestes qu'il faudrait privilégier, comme le fait d'acheter des fruits et légumes en vrac plutôt que dans des emballages. L'idée c'est que quand nos concitoyens partent faire leurs courses ils aient tous nos conseils en tête et qu'ils puissent se dire : est-ce que ça je vais être obligé de le jeter ? »*, explique Benoist Pierre avant d'affirmer vouloir également s'engager davantage dans les opérations de compostage collectif. *« Il n'y a encore pas si longtemps, j'avais des pratiques que j'estimais plutôt vertueuses et qui ne l'étaient finalement pas tant que ça, et je me suis pris comme test au quotidien : en 48 heures, j'ai changé énormément de choses dans mes habitudes. Donc c'est possible ! »*.

*Johann Gautier*

# Nouveau coup de pédale pour la transition écologique à Tours !

*Les 10 et 11 février 2022, lors du congrès de la Fédération des usages de la bicyclette (FUB), la municipalité de Tours a annoncé la création d'un pôle d'entreprises autour du vélo, porté par la Ville et la Société d'Équipement de Touraine (SET).*

Les Tourangeaux adeptes de la mobilité douce devraient bientôt pouvoir circuler sur des vélos Made in Touraine. C'est en tout cas ce que prévoit le nouveau projet de la municipalité tourangelle. Dans un communiqué de presse, la Ville a ainsi annoncé la création d'un pôle d'entreprises et de porteurs de projets autour de la filière vélo dans le quartier du Menneton qui aura pour vocation *« d'attirer, de fédérer et de soutenir les entreprises s'inscrivant, ou souhaitant s'inscrire dans cette dynamique »*. L'objectif annoncé est clair : relocaliser en Touraine la production des différentes pièces qui composent un vélo, aujourd'hui majoritairement produites en Asie. À la clé de cette relocalisation : 100 000 nouveaux emplois en France, selon un rapport parlementaire du député du Val de Marne Guillaume Gouffier-Cha, présenté lors du congrès de la FUB.
Ce projet s'inscrit également dans la volonté de la cité tourangelle de promouvoir le développement durable et la transition écologique. *« Le point de départ du projet vélo correspond au programme pour lequel nous avons été élus sur la ville de Tours »*, indique en ce sens Florian Hemme, conseiller municipal.

Dans un premier temps, la Ville prévoit alors de compiler *« les souhaits et besoins des différents acteurs afin de dessiner plus en détails le contenu du projet industriel. »* Un comité de pilotage réunissant des entreprises et des collectifs cyclistes a d'ailleurs été organisé le 4 mars. *« On a pu constater un très fort intérêt de l'ensemble des acteurs pour le développement de cette filière. Et également un écho au niveau national avec l'intérêt marqué du coordinateur ministériel pour le développement de l'usage du vélo »*, commente à nouveau Florian Hemme. *« Globalement, il y a un engouement très fort pour ce projet, lié au fait que ce soit une filière en plein développement. »*

> *« Au-delà d'une annonce, il s'agit d'un appel : les entreprises souhaitant s'investir dans ce projet sont invitées à se manifester auprès de la Ville »*

Si la municipalité tourangelle impulse donc la dynamique, elle cherche dans un second temps à regrouper autour du projet les acteurs compétents. *« On souhaite impulser cette démarche et il faut que ce soit repris ensuite. Mais je crois que la structuration de la filière est en bonne voie. On va à nouveau rencontrer les acteurs des collectivités, que ce soit au niveau de la métropole ou de la région, et également les acteurs économiques pour décider de qui prendra le lead. Pour le moment, la région s'est engagée sur les prestations intellectuelles »*, indique le conseiller.

## La cité tourangelle tout en haut du baromètre cycliste 2021

À l'occasion de son congrès annuel, la FUB a par ailleurs dévoilé les résultats et le palmarès du baromètre des villes cyclables en 2021. Et avec 37 % d'amélioration ressentie par rapport à l'année dernière et une note de 3,46, on peut dire que Tours bondit dans le classement ! La Ville se classe ainsi en 7ème position des 38 grandes villes de plus de 100 000 habitants, devant Angers, Bordeaux et Paris. Elle apparaît également comme étant la 3ème ville de 100 000 à 200 000 habitants, la 1ère grande ville de la Région et la 1ère commune de la Métropole. Un classement qui vient sans nul doute conforter la municipalité dans son projet actuel !

*Johann Gauthier*

# La Région se mobilise pour relever le défi de l'accès à la santé pour tous !

*300 postes de médecins salariés et l'ouverture de 50 centres de santé à l'horizon 2028 ! C'est l'objectif fixé par la région Centre-Val de Loire afin de lui permettre de lutter contre le phénomène de désertification médicale et renforcer le maillage de la présence médicale sur son territoire. Dans ce dessein, le centre de santé de la Rabaterie vient d'ouvrir ses portes à Saint-Pierre-des-Corps.*

Mercredi 2 mars, Emmanuel François, maire de Saint-Pierre-des-Corps, et François Bonneau, président de la région Centre-Val de Loire, inauguraient le nouveau Centre de santé régional de la Rabaterie situé 7 Impasse Paul-Louis-Courier. L'ouverture de ce centre s'inscrit dans le cadre du plan *« Ma région 100 % santé »* qui vise à remédier aux carences observées en matière de présence médicale sur le territoire. *« À l'échelle de notre région, ce que vivent nos concitoyens c'est l'absence de médecins et l'impossibilité d'avoir accès aux soins »*, confesse François Bonneau, avant de poursuivre : *« La présence médicale est bien trop faible dans le monde rural et dans les quartiers où on concentre des personnes en difficulté sociale. Saint-Pierre-des-Corps faisait partie des sites sur lesquels notre attention était portée, nous nous devions de créer ce centre. »*

Installé dans des locaux fournis gracieusement par la municipalité de Saint-Pierre-des-Corps, le centre de santé de la Rabaterie accueille en son sein le docteur Samuel Strahaiano. En septembre 2022, ce dernier devrait être rejoint par deux autres praticiens. *« Le bassin de patientèle est estimé à 30 000 habitants, nous espérons que ce centre pourra réunir rapidement 3 ou 4 médecins »*, énonce le président de Région.

D'ici 2025, la Région Centre-Val de Loire espère pouvoir ouvrir 125 Maisons de Santé pluridisciplinaires (SPM) et 50 centres de santé à l'horizon 2028. Les objectifs avancés sont clairs : renforcer le maillage de la présence médicale afin de lutter contre le renoncement aux soins et cette désertification médicale qui ne cesse de gagner du terrain… *« Actuellement, nous travaillons activement pour le Sud de l'Indre-et-Loire parce que dès qu'on s'éloigne du centre, la densité médicale baisse. Notre but à terme est bien sûr de pouvoir couvrir l'ensemble de la région »*, conclut François Bonneau.

*Johann Gautier*

PUBLI-INFORMATION | **TOURISME**

# Le Castelrenaudais fait partager ses richesses

*La Maison du Tourisme du Castelrenaudais ouvre ses portes à partir du samedi 9 avril et ce jusqu'à fin septembre !*

*«La Maison du Tourisme accueillera ses premiers visiteurs à partir du samedi 9 avril à 10h et ce, durant toute la saison touristique, jusqu'à fin septembre.*

*Située sur la place des Droits de l'Homme à Château-Renault, dans d'anciennes tanneries restaurées, cet espace d'environ 150m² vous transportera dans un lieu chargé d'histoire, lorsque la ville de Château-Renault au 19ème siècle était considérée comme la cité du cuir. De cet héritage, il reste des entreprises spécialisées dans le travail artisanal du cuir comme Boinet ou encore Arche.*

*Lorsque vous pénétrerez à l'intérieur de ce bâtiment, c'est Marie Bourreau, conseillère touristique qui vous guidera pour vous faire découvrir le territoire, ses 16 communes, les lieux touristiques incontournables mais aussi les 400 km de sentiers pédestres et des suggestions d'itinéraires cyclables.*

*Pour compléter cette offre de service, une large gamme de brochures sont à votre disposition gratuitement. Vous trouverez par exemple toutes les randonnées pédestres mais aussi un guide sur nos producteurs locaux et d'autres documents très utiles sur les lieux à visiter.*

*Toute l'offre touristique est également maintenant présente sur un site dédié : tourisme-castelrenaudais.fr*

*La Maison du Tourisme du Castelrenaudais dispose d'un espace valorisant les produits locaux et des créations artistiques à travers des expositions temporaires qui se dérouleront durant la saison estivale.*

*Séjourner en Castelrenaudais, c'est l'assurance de renouer avec la nature, de se ressourcer, pour vivre une expérience authentique, loin de l'agitation des villes et des métropoles.»*

# Laine mohair : un marché de niche présent dans la région Centre-Val de Loire

*Présente en France depuis les années 1980, la filière de la laine mohair reste un marché de niche. Avec une laine de qualité, fine, légère, chaude et qui ne pique pas, la France se démarque du marché mondial dominé par le Texas aux États-Unis et l'Afrique du Sud.*

Avec le mohair, on peut tout faire ! Pelotes, chaussettes, bonnets, écharpes, chèches, étoles, gants, pulls, gilets, ponchos, plaids, ou encore couvertures : autant d'exemples de produits fabriqués à base de laine mohair. Cette dernière provient des chèvres turques dites angoras. Angora est en effet le nom donné pendant l'Antiquité à la capitale actuelle de la Turquie Ankara. Rencontre avec Sophie Guérin, éleveuse de chèvres angoras à Estouy (45), et Claire Meslin, vendeuse de laine mohair à Montrésor (37).

## Travailler ensemble

Une chèvre angora produit environ quatre kilos brut de laine mohair par an. Chacune est tondue une première fois au printemps, puis une seconde fois à la fin de l'été. La matière première est ensuite triée, puis envoyée à la SICA Mohair (Société d'Intérêts Collectifs Agricoles). Créée en 1985, cette coopérative située à Castres, dans le Tarn (81), permet aux éleveurs de travailler ensemble et de transformer plus facilement leur laine. Avec plus de 3 000 chèvres angoras dans toute la France, plus de neuf tonnes de laine mohair sont transformées par an. Le recours à cette coopérative permet aux agriculteurs d'obtenir le label « *Mohair des fermes de France* ». La laine est donc lavée, filée et teinte, puis tissée ou bien tricotée à la main par des tricoteurs professionnels et indépendants. La laine mohair a ainsi terminé son processus de transformation. Sophie Guérin et Claire Meslin récupèrent leurs produits avec l'objectif de les vendre.

Sophie Guérin, créatrice du Mohair de Sophie.

Claire Meslin, propriétaire du Mohair en Touraine.

## Plutôt pelote ou bien vêtement en mohair ?

En 2017, l'éleveuse Loirétaine créé « *Le Mohair de Sophie* » et ouvre sa boutique située dans la ferme familiale. Elle écoule aussi sa marchandise sur les marchés de producteurs, les marchés de Noël, dans les salons de créateurs, les merceries et les boutiques éphémères. Elle vise une clientèle habitant les départements du Loiret (45), de l'Essonne (91) et de la Seine-et-Marne (77). « *Mes clients fidèles m'ont sauvé depuis l'apparition du Covid*, explique-t-elle. *Certains viennent au marché de Noël d'Orléans tous les ans pour acheter mes produits. J'ai aussi une clientèle fidèle allemande qui n'hésite pas à faire une pause sur la route de leurs vacances pour venir me voir.* » Ancienne agent immobilier et mère de quatre enfants, Sophie Guérin se définit comme une « *amoureuse des animaux* ». Sa ferme détient les labels « *Bienvenue à la Ferme* », principal réseau d'accueil touristique dans les fermes françaises, et « *France Passion* », réseau d'agriculteurs accueillant les camping-caristes.

En Touraine, Claire Meslin vend ses articles sur son site internet depuis près de 17 ans et, depuis trois ans, dans sa boutique « *Aux trésors des cardeux* » située à Montrésor (37). « *Pour plaire aux clients, il faut avoir du choix, des couleurs et du stock*, explique-t-elle. *70% de mes ventes sont des pelotes de laine mohair et les 30% restants sont des vêtements ou accessoires à base de mohair. Les touristes achètent surtout des produits finis. À l'inverse, mes clientes fidèles et tricoteuses habituées commandent sur mon site internet ou viennent dans ma boutique pour acheter des pelotes* ». La commerçante propose aussi ponctuellement un service de tricot-main ou tricot-machine « *sur-mesure* ».

## Rechercher un fil de qualité

La laine mohair représente donc un marché de niche. D'une part, à cause du nombre restreint de professionnels : seulement plus de 130 producteurs, transformateurs et distributeurs dans toute la France. D'autre part, à cause d'une clientèle genrée et assez aisée. Même si tous les âges sont représentés, les clients sont surtout des femmes qui tricotent toute l'année et recherchent la qualité du fil de mohair. De plus, cette qualité a un prix et celui-ci est globalement plus élevé par rapport aux autres tissus.

*Maxence Yvernault*

*À l'aube d'ouvrir Fleur de Loire, le chef étoilé Christophe Hay s'est prêté au jeu de notre toute première interview café. Voyage au cœur de son Épicentre.*

# Entreprendre

### ◇ Quel est votre meilleur échec et votre pire réussite en tant qu'entrepreneur ?

Ma pire réussite c'est bien-sûr Fleur de Loire, je ne peux pas rêver mieux que de voir aboutir mon plus beau terrain de jeu avec évidemment le pôle gastronomie qui est le poumon du projet mais aussi le kiosque à pâtisserie qui offrira de jolis moments de *tea time*. Je pense aussi à mon jardin d'un hectare et demi en plein centre de Blois qui sera cultivé par mon ami Alain Gaillard.
Alors pour le moment, je vous avoue que j'ai du mal à me souvenir d'un échec, j'espère ne jamais en avoir.

### ◇ Si vous deviez choisir un mentor, qui serait cette personne ?

J'ai un mentor, quelqu'un qui m'a emmené dans cet univers de la cuisine et des restaurants gastronomiques, c'est Éric Reithler. Il était le chef du restaurant *le Rendez-vous des Pêcheurs* à Blois. J'étais gamin lorsque je l'ai rencontré, il m'a pris sous son aile et m'a tout appris, m'a transmis sa passion et sa manière de cuisiner. Il m'a surtout permis de rencontrer Paul Bocuse, ce sont ces deux personnes qui ont forgé ma cuisine et ma vie.

# Business model

### ◇ Si vous deviez inventer une recette de cuisine pour une bonne entreprise, vous mettriez quoi dedans ?

Avant tout des bons produits issus de producteurs locaux. À la fois parce que ce sont mes racines familiales, et aussi parce que je souhaite partager, et emmener tout le monde dans mon projet. Aider les producteurs à se faire connaître, se développer, à vivre de leur activité.

### ◇ Si votre entreprise était un film ou une série ce serait...

Fast and furious ! J'adore tous ces films, tous ces épisodes. Ce sont des jeunes qui ne lâchent rien et sont toujours dans la compétition. Je suis un peu comme ça, toujours à fond, toujours parti à droite, à gauche.

# Parlons de vous

### ◇Quelle est votre routine anti-stress ?

Le sport. Je vais une fois par semaine dans une salle avec un coach. Chef, c'est un métier qui impacte le cardio, c'est important d'en prendre soin. On travaille aussi la musculation du dos qui est hyper sollicité en cuisine et puis souvent, on termine par la boxe. Ça, c'est surtout pour me défouler et relâcher la pression. Je suis aussi un amoureux du wake board, quand je peux je file au Mans sur une base pour le pratiquer.

Christophe Hay et le pêcheur Sylvain Arnoult.

### ◇ Quel est votre péché mignon ?

Je suis un amoureux du chocolat ! Si vous me voyez parti à manger du chocolat, c'est signe que j'ai besoin de compenser quelque chose, ça me fait plaisir.

### ◇ Vous êtes particulièrement doué pour... et pas doué pour...

Doué bien sûr pour la cuisine qui est ma passion mais aussi pour accueillir et être bienveillant avec mes équipes, les clients. Les gens se sont renfermés avec le Covid, ils ont d'autant besoin de bienveillance.
Je ne suis pas doué pour passer plus de temps avec ma famille et mes amis. C'est vraiment ce qui me fait souffrir. J'espère construire quelque chose qui me permette de plus profiter d'eux et de la vie. D'ici 10 ans j'espère pouvoir arriver à le faire.

### ◇ Si vous pouviez être quelqu'un d'autre le temps d'une journée, qui aimeriez-vous être ?

Paul Bocuse. Il m'a toujours émerveillé parce que c'était un précurseur dans tout : le 1er chef à sortir de sa cuisine et aller en salle, le 1er à être médiatisé, le 1er à instaurer le silence en cuisine pour le bien-être des équipes. Et puis humainement c'était quelqu'un d'assez incroyable. J'ai des souvenirs avec lui mémorables. Quand j'étais aux États-Unis, il me tirait avec son bateau et me donnait des conseils… de wake board (rires). C'était des moments tellement forts, on était dans la détente.

### ◇ Justement, la dernière fois que vous avez ri aux larmes c'était pour ?

En regardant *Les Bronzés font du ski* ou *la 7ème compagnie*, je ne sais plus. J'adore ces films ! Je peux les regarder tous les mois, ça me fait du bien, ils apportent du réconfort, de la douceur.

*Par Émilie Marmion*

# Les Géo Trouvetout de Polytech pensent à la planète

*Ils ont des idées à foison, de l'imagination et le souci de la protection de la planète. Au forum de fin d'études des élèves ingénieurs de Polytech Orléans, nombre de projets concernaient l'environnement et l'énergie.*

Du béton en déchets de bois, des composteurs connectés, la dépollution de l'eau par production d'ozone, un espace mobile autonome en énergie, un réseau multimodal de mobilité urbaine, voici quelques-uns des projets vertueux présentés lors du forum de fin d'études de l'école d'ingénieurs Polytech Orléans. Dénominateur commun : protéger la planète en recyclant, en économisant l'énergie ou en réduisant les rejets dans l'atmosphère. Sur 18 projets présentés lors du forum du 8 mars, près d'une dizaine étaient en relation avec la transition écologique ou la responsabilité environnementale. Témoignage d'une préoccupation partagée par ces jeunes ingénieurs qui terminent leurs études cette année et ont déjà tous trouvé un emploi.

Pour eux, le forum des projets d'entreprise fournit l'occasion de faire état de leurs compétences et de la créativité dont ils sont capables en travaillant sur une problématique particulière en lien avec une entreprise, une organisation ou un laboratoire.

## Bombe lacrymogène à tout faire

Ile pourra projeter un gaz lacrymogène, allumer un flash éblouissant, faire hurler une sirène, envoyer une alerte et filmer le tout pour conserver une trace de l'agression. Quentin Maire et Clément Plasse ont élaboré un prototype de bombe lacrymogène connectée qui n'attend plus qu'un industriel.

Masters | Candidature en ligne
formation-continue.univ-tours.fr

université de TOURS

MASTERS 2
compatibles avec votre activité professionnelle

DEVENEZ ACTEUR DE VOTRE VIE PROFESSIONNELLE

MASTERS EN MANAGEMENT
Management des PME et entrepreneuriat - Executive
Management de la qualité et des projets - Executive
Management des RH et stratégie d'entreprise - Executive

MASTERS EN SCIENCES DE L'ÉDUCATION
Stratégie et ingénierie en formation d'adultes
Ingénierie et fonctions d'accompagnement en formation

02 47 36 81 31
formation-continue@univ-tours.fr

## L'entonnoir octogonal

Par exemple, Titouan Fessard et Nathan Rohrbacher ont monté un banc d'essai pour un allumeur de fusée en partenariat avec le CNES. Le trio formé par Abdoulaye Fofana, Clarisse Léger et Mathéo Longeat s'est penché sur l'analyse du cycle d'activité de Transition One, entreprise orléanaise qui remplace les moteurs thermiques de voiture par des moteurs électriques. De façon plus étonnante, Atef Ghalayini et Lucien Jouenne ont étudié la différence de circulation des fluides dans un entonnoir traditionnel et celui de forme octogonale inventé par un très sérieux magistrat honoraire de la Cour des comptes.

Pour Christophe Léger, directeur de Polytech Orléans, ce forum, 16ème du nom, *« offre l'opportunité aux étudiants de présenter leur travail et de bénéficier des conseils d'un jury composé de professionnels ».* En effet, le forum organisé par Jean-François Krause, professeur associé, se déroule en deux étapes devant un jury d'une trentaine de chefs d'entreprise et d'acteurs économiques, ainsi que d'un groupe de lycéens.

Les porteurs de projet doivent d'abord le présenter sur scène en moins de cinq minutes, puis tenir un stand sur un espace où les membres du jury peuvent venir les rencontrer et se faire expliquer plus en détail leur travail. Un système de notation permet enfin d'établir un palmarès (voir ci-dessous) et de remettre des prix aux tout nouveaux jeunes ingénieurs ingénieux.

## Le palmarès

Prix des Industriels :

1er Prix : - Timon Kessler, Antonin Letonnelier : Construire en déchets de bois.

2e Prix et Prix de l'Innovation : André Fernandes-Marques, Hugo Jourdain, Marie Lebeau : Déploiement d'un espace mobile agriculteur autonome en énergie.

3e Prix : Quentin Maire, Clément Plasse : Bombe lacrymogène connectée.

*Bruno Goupille*

## Du béton avec du bois

Il a fallu réaliser 72 échantillons et tester 18 formulations différentes pour que Timon Kessler et Antonin Letonnelier obtiennent un résultat satisfaisant de béton à base de déchets de bois mélangé à de la chaux et de l'eau. Moins résistant mécaniquement que le béton traditionnel, il offre surtout une grande capacité d'isolation thermique.

## Un drone de combat sur le dos

En lien avec la base aérienne de Bricy, Coralie Bourgeon et Édouard Lallement, ont travaillé sur un prototype de sac à dos de transport de drone de combat. Ils ont conçu l'armature du support et des logements pour les différents accessoires d'un ensemble complet de 25 kg.

# Vers un arrêt de la culture du présentéisme ?

*En France, la culture du présentéisme est bien ancrée dans les mœurs, avec cette idée, celle que plus vous partirez tard du travail et plus vous serez bien considéré car impliqué dans la vie de l'entreprise. Pour autant, l'acte de présence ne révèle pas forcément une efficacité ni un épanouissement au travail.*

Les causes du présentéisme sont multiples, elles peuvent être liées à la culture d'entreprise, liées à un type d'organisation ou encore à un mode de management.

Concrètement, cela se traduit par des horaires de travail rallongés, venir travailler quand on est souffrant ou rester, coûte que coûte jusqu'à 18 h parce que c'est l'heure de la débauche alors même que l'on n'a plus rien à faire. Ces comportements ont leur limite, celui à terme d'épuisement ou de démotivation.

© L.Mary

Stéphanie Durin, Consultante en management a constaté l'impact du télétravail sur ce phénomène *« J'ai détecté au travers de témoignages, la culpabilité de certains de prendre une pause et de développer un sentiment de suspicion à raison ou à tort de leur efficacité au travail émanant de leur manager. Ce sentiment d'obligation d'être productif à toute heure et de devoir le justifier engendre un facteur de stress »*. Elle accompagne les organisations pour faire évoluer leurs pratiques de management et trouver des solutions adaptées aux salariés qui soient en phase avec les enjeux des entreprises.

Mickael Vion a longtemps travaillé aux États-Unis, dans des entreprises industrielles et technologiques. Le présentéisme ne fait pas partie de sa culture *« Travailler plus de 8 h par jour était signe d'un problème, soit de performance au travail soit de management ou d'organisation de la structure. Nous étions sur des formes de management de projets où la seule chose qui compte est l'atteinte des objectifs, c'est à chacun de s'organiser pour les atteindre avec les équipes ou le département, peu importe comment. »*

> *« Le plus important, c'est de travailler sur la responsabilisation des équipes et d'instaurer une confiance entre les personnes »*

© yanalya - freepik

## Pure nouvelle tendance ou une pratique ancestrale remise au goût du jour ?

Travailler en mode projet ou à la mission peut paraître moderne pour des secteurs tertiaires ou du numérique. Pourtant, nos grands-parents cultivateurs ont toujours travaillé de cette manière. Au rythme des saisons et en fonction de la météo. D'ailleurs, la législation du code du travail diffère dans ce secteur pour laisser de la flexibilité aux horaires de travail. Éric Javet, Dirigeant de Hortisologne, explicite ce cadre légal : *« La majorité de nos salariés sont sous contrat CDI 35 h annualisés. En décembre, nous leur établissons un calendrier des horaires de travail avec des semaines hautes d'au maximum 48 h et des semaines basses qui peuvent être à 0. Ce calendrier est envoyé à l'inspection du travail tous les ans. L'annualisation permet d'adapter les besoins de main d'œuvre en fonction du travail à effectuer. »*

## Ces adaptations, peuvent-elles s'appliquer à tous les secteurs ?

Même si la législation de travail offre dans certains secteurs une flexibilité, tous les métiers ne peuvent pas y prétendre. On voit difficilement comment des employés de caisse ou des agents d'accueil pourraient quitter leur poste avant l'horaire de fermeture prévu. Pour Stéphanie Durin, l'enjeu est avant tout de travailler sur l'épanouissement des salariés au travail *« Il est essentiel d'adapter les méthodes de management en fonction de chaque individu. Pour certains, avoir des horaires fixes, c'est rassurant, ça va leur permettre une meilleure organisation personnelle quand d'autres vont trouver cela étouffant. C'est la même chose entre un management de projet qui laisse une large place à l'autonomie et un management un peu plus directif »*. Pour elle, il n'y a pas une technique de management plus propice qu'une autre pour mettre fin au présentéisme « Le plus important, c'est de travailler sur la responsabilisation des équipes et d'instaurer une confiance entre les personnes ».

*Émilie Marmion*

# Human Tech days, le digital au service de l'humain

*Le cycle de rendez-vous et de conférences sur le digital, qui s'étend jusqu'au mois de juin, a débuté à Orléans par un premier séminaire début mars. Au programme : comment le digital peut-il servir les acteurs de la culture, de la créativité numérique, et la mise en réseau des acteurs ?*

Le numérique en Région Centre-Val de Loire représente pas moins de 27.500 salariés, pour 8 000 entreprises, des lieux totem et des incubateurs comme le Lab'O à Orléans ou MAME à Tours. Le numérique et le digital sont partout, ils servent la santé, les entreprises et l'agriculture. Mais souvent dans le quotidien des citoyens que nous sommes, le digital nous échappe un peu. Faute d'être des professionnels de la chose, on se contente selon notre âge, de vivre avec, de l'utiliser voire de le subir.
Alors si les Human Tech Days sont précisément un rendez-vous pour élargir nos connaissances et le développement des usages que l'on peut faire du numérique, il est aussi, cette année en particulier, un rendez-vous pour mettre l'humain au cœur de la société numérique.

## Chercher trois sous avec chacun sa bassine !

Le premier des rendez-vous s'est tenu à l'ESAD, école de design à Orléans. Là se sont retrouvés des gens de la société civile comme on dit, connaisseurs ou non, utilisateurs plus ou moins avertis. Par ateliers, ils ont proposé des modes de fonctionnement pour mettre le digital au service de la société et faire en sorte qu'il ne soit pas un sujet d'entre soi.
Et c'est bien ce qui est ressorti de ces discussions. Comme Michel qui dit « *je ne comprends pas grand-chose au digital, je suis cadre de santé. Mais si l'on prend par exemple une maladie comme l'obésité, je me demande comment ce digital pourrait servir la mise en relation du diététicien, du cadre de santé et de l'hôpital* ». Alexandre lui, suggère de « *commencer par cartographier ce qui existe déjà et créer un incubateur du numérique pour faciliter la mise en réseau et le financement de projets* ». Emmanuelle va plus loin, « *Il faut, dit-elle, générer une éducation réellement populaire dès le plus jeune âge. Assez des appels à projets libres qui favorisent la recherche de trois sous avec chacun sa bassine ! Passons à une politique publique guidée* ».
Où l'on voit que l'idée de mettre entre les mains des citoyens, la réflexion sur des sujets de fond, peut avoir du bon, en prenant toutefois le risque de s'éparpiller.

***Prochain rendez-vous HTD :***
***26 avril à MAME Tours :*** *Ne laisser personne sur le bord du chemin. Le déploiement de la fibre, c'est bien, mais quid de l'illectronisme ?*

*Stéphane de Laage*

# L'externalisation des services de pilotage des entreprises, vers une ubérisation des compétences ?

*Ils sont Directeurs des Ressources humaines, Assistants de direction, Directeurs financiers, Responsables de la communication, ce sont des personnes clé dans les organisations. Et pourtant, ces professions ont tendance elles aussi, à être externalisées.*
*Alors peut-on parler d'ubérisation des responsables ? Et quel est l'intérêt de ces professionnels d'externaliser ces postes stratégiques ?*

Julien Jakubet, dirigeant d'ACR Patrimoine, entreprise dans le conseil et la rénovation du bâtiment, a fait appel à une DRH externalisée *« Notre activité s'est rapidement développée avec l'embauche de 4 personnes. Nous nous sommes sentis débordés, notamment avec les obligations légales de type affichage obligatoire. Quand on a rencontré Carole, elle nous a tout de suite ouvert les yeux sur ce qu'il y avait à mettre en place. Au-delà de ses compétences indéniables, elle nous apporte de la sérénité. On a vite compris que l'externalisation n'était pas un coût, mais une richesse, celle d'avoir quelqu'un de compétent que nous n'aurions pas pu nous permettre d'embaucher. »*

Pour Carole Boumeddane, DHR externalisée du réseau Bras Droit des Dirigeants, intervenue dans l'entreprise *« On ne peut pas parler d'ubérisation, que je perçois plutôt comme, aller chercher des services pas chers à des niveaux de compétences moindres. En tant que cadre, nous apportons nos outils et nos compétences d'experts au service du dirigeant. Mon ambition, c'est d'apporter une plus-value à l'entreprise à long terme. On n'est pas dans la consommation de services instantanés. Par exemple, travailler à l'accueil et à l'intégration de nouveaux salariés par les obligations légales, mais aussi sur le soin apporté à la relation humaine. »*

Le Groupement d'Employeurs Métiers partagés, propose depuis 1998 des services de temps partiel. À l'origine, orienté vers des missions d'assistants ou d'employés, il a vu ces dernières années la demande des entreprises évoluer vers des postes de Directeurs Administratifs et Financiers ou de Responsables Qualité. *« Les organisations qui faisaient appel à nos services se sont tournées vers nous pour rechercher des compétences clé comme savoir rédiger des cahiers des charges pour des appels d'offres. Ce sont aussi des besoins sur des missions ponctuelles par exemple un technicien méthode pour faire évoluer un process de fabrication. »* explique Philippe Benito.

> *« On a vite compris que l'externalisation n'était pas un coût, mais une richesse, celle d'avoir quelqu'un de compétent que nous n'aurions pas pu nous permettre d'embaucher »*

Carole Boumeddane, DRH externalisée.

## De l'externalisation à l'intégration

Pour certains, l'aventure de l'externalisation s'est transformée en internalisation au sein de l'organisation.

Guillaume Lemoine avait créé une entreprise de management de transition : *« À la base, j'intervenais dans des associations sur des missions de direction pour remplacer des personnes en arrêt maladie ou lorsque des postes étaient vacants. J'ai travaillé notamment pour une structure de portage salarial qui mettait à disposition des animateurs dans le secteur culturel. À un moment, ils m'ont proposé de travailler à 100 % avec eux par un contrat CDI. Ils avaient envie de garder mes compétences et cette volonté que je fasse partie intégrante de l'équipe. »*

> « L'externalisation a donc le vent en poupe, puisqu'elle permet la délégation de certaines missions dans de petites structures »

L'externalisation a donc le vent en poupe, puisqu'elle permet la délégation de certaines missions dans de petites structures qui ne peuvent pas se permettre d'accueillir un salarié à temps plein ou dans le cas d'un remplacement temporaire d'un poste de responsable. Elle peut apporter une réponse ponctuelle à un besoin de type RH. Elle présente cependant certaines limites et ne peut devenir pérenne dans le temps pour des postes à responsabilités souvent stratégiques qui demandent confidentialité et implication au sein de l'équipe entière de l'entreprise.
Et quand le feeling est là, il arrive que l'employeur et l'équipe n'arrivent plus à se passer de la personne au point de l'intégrer définitivement au sein de son organisation.

*Émilie Marmion*

# Votre entreprise intéresse les hackers

*Avant même la perte d'un cadre majeur ou d'un client, le premier risque de l'entreprise est la cyberattaque. Risque trop souvent mis en sourdine pour ne pas le voir, ou au prétexte qu'il est trop couteux de s'en protéger.*

Quelle qu'en soit la taille et le secteur d'activité, votre entreprise intéresse les hackers. Parce que vous êtes sous-traitant d'une entreprise en vue, où simplement parce que vous avez un fichier clients. L'objectif est souvent financier, mais il peut aussi s'agir d'espionnage ou d'atteinte à l'image de l'entreprise.
Nathalie Malicet est expert-comptable et judiciaire, membre du réseau Cyber Menaces à la direction centrale de la police judiciaire. Elle est co-concepteur de CyberAudit, un outil qui permet de mesurer l'exposition des entreprises, et leur capacité à se défendre. *« Il étudie les scénarii d'attaque et quantifie les conséquences financières qu'elle aurait ».*
Nathalie Malicet milite même pour une cotation de bonne conduite des entreprises. *« Celles du CAC40 ont d'ailleurs l'obligation d'évoquer cette part sécuritaire dans leurs rapports d'activité,* rappelle-t-elle. *Elles montrent ainsi qu'elles protègent leur plus grande valeur que sont leurs DATA ».* Cette cotation serait une sorte de Nutri-score, pour permettre aux entreprises sous-traitantes d'intégrer sereinement la supply chain d'un groupe. Cela existe au Canada, comme il existe une certification ISO.

## Méfiez-vous des objets connectés

Les OIV, organismes d'importance vitale, transports ou santé par exemple, sont sous la surveillance de l'ANSSI, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information. Mais les attaques les plus invraisemblables se produisent pourtant. En septembre 2021, Solware Group, éditeur et développeur de logiciels pour les secteurs de l'automobile était piraté. Pire, les sauvegardes avaient été détruites avant même que le virus ne soit inoculé. Quand les pirates ciblent une major comme Airbus, ils s'en prennent aux sous-traitants de rang 1, 2, 3 et même 4, forcément plus petits, moins protégés donc plus vulnérables. Et les pirates utilisent la relation de confiance : *« Votre comptable vous envoie un message auquel vous allez répondre sans vous méfier ».*

« Si Alexia, est une bonne copine, on lui fait trop confiance, comme à Google-home d'ailleurs, aux réseaux sociaux et au cloud »

> *« L'objectif est souvent financier, mais il peut aussi s'agir d'espionnage ou d'atteinte à l'image de l'entreprise »*

Nathalie Malicet est expert-comptable et judiciaire. Elle donnait en mars, une conférence aux entreprises du MEDEF Loiret.

Les facteurs aggravants sont multiples : télétravail à domicile et partage de l'ordinateur avec les enfants, pas de changement du mot de passe, pas de mise à jour de la box, donc wifi peu sécurisé. *« Si Alexia, est une bonne copine, on lui fait trop confiance, comme à Google-home d'ailleurs, aux réseaux sociaux et au cloud, et même au bluetooth de la voiture, …. Avec eux, notre vie informatique est comme une maison avec plein de fenêtres. »*

## Alors que faire ?

Utiliser des VPN sérieux dont vous connaissez l'origine. Faites des sauvegardes régulières. N'utilisez pas d'appli proposées par mail et ne donnez pas tous les codes à un seul salarié, ou alors ne vous fâchez jamais avec lui !
*« Les systèmes les plus simples sont souvent les plus efficaces,* admet Nathalie. *Les hackeurs ne sont pas des informaticiens de haut vol. »* Ne cherchez pas à tout protéger, cela vous couterait trop cher, mais souscrivez une police d'assurance adaptée. Segmentez les besoins et l'importance des données à protéger. Établissez une cellule de crise : ai-je les données de mon prestataire, ailleurs que dans mon système ?
*« Quant à la rançon, par principe on ne paye pas. Car je ne suis pas certain que celui qui m'attaque va me rendre ce qui est à moi ».* Altran en a fait les frais en payant 30M€ sans jamais récupérer ses données. Mais portez plainte et dites-vous que vous n'êtes pas coupable mais victime.

Enfin, faites valider la cyber résilience par la direction générale, car c'est une affaire de gouvernance de l'entreprise.

*Stéphane de Laage*

# Loi AGEC 2022 : un changement méconnu

*Entrée en vigueur le 1er janvier 2022, la loi anti-gaspillage et économie circulaire ou loi AGEC interdit, à toutes les entreprises, la destruction par incinération ou la mise en décharge de leurs invendus neufs non-alimentaires. Certaines sociétés de déstockage souhaitent ainsi tirer profit de cette nouvelle loi, à l'instar de Débarras Pro Services, implantée à Cercottes (45).*

Depuis le début de l'année, une entreprise ne doit plus jeter à la poubelle ses invendus, mais doit à l'inverse les donner, les réemployer, les réutiliser ou bien les recycler. En cas de non-respect de cette loi, l'établissement s'expose à une amende pouvant aller jusqu'à 15 000 euros. Les produits concernés sont notamment les meubles, les vêtements et chaussures, les livres et fournitures scolaires, les appareils électriques et électroniques, et les produits d'éveil et de loisirs.

## On compte sur vous !

Selon le Ministère de la Transition Écologique, « *cette mesure, qui est une première mondiale, vise à encourager le don en faveur des associations de lutte contre la précarité et des structures de l'économie sociale et solidaire. À défaut, le recyclage est encouragé. Les industriels devront ainsi mieux gérer leurs stocks afin d'éviter le surplus de production.* » Avant la loi AGEC, chaque année, 630 millions d'euros d'invendus non-alimentaires étaient détruits. Concernant plus particulièrement le textile, « *chaque année, entre 10 000 et 20 000 tonnes de produits textiles sont détruits en France* » selon le Ministère. À travers cette interdiction, le gouvernement entend réduire le gaspillage de matières premières.

« Les industriels devront ainsi mieux gérer leurs stocks afin d'éviter le surplus de production »

> *« Chaque année, entre 10 000 et 20 000 tonnes de produits textiles sont détruits en France »*

Nicolas Bénard, dirigeant de l'entreprise Débarras Pro Services et propriétaire de la boutique L'Univers Brocante à Cercottes (45).

## Donner une nouvelle vie aux objets neufs et inutilisés

« *Je trouve cela dommage que certaines entreprises n'aient pas entendu parler ou n'aient pas eu connaissance de l'entrée en vigueur de cette loi* » explique Nicolas Bénard, dirigeant de l'entreprise Débarras Pro Services depuis 2016 et propriétaire de la boutique *L'Univers Brocante* depuis 2018. Celui-ci propose aux professionnels et aux particuliers un service de débarras de tous types de locaux. Il revend ensuite les produits qu'il a collecté dans sa boutique située à Cercottes (45). Aujourd'hui davantage sollicité par les particuliers, notamment pour les successions, les déménagements ou les divorces, le chef d'entreprise espère développer sa clientèle professionnelle grâce à l'entrée en vigueur de cette loi.

« *Arriver au niveau zéro déchet est impossible. Mais, pourquoi détruire un objet neuf quand celui-ci est réutilisable ?* » s'interroge Nicolas Bénard. Ce dernier entend perdurer dans le temps les objets qu'il récupère et limiter l'impact environnemental de nos déchets. En entrant dans une économie circulaire, il souhaite « *freiner l'hémorragie du tout mettre à la poubelle pour agir en faveur du recyclage et de la revente.* »

## Une économie circulaire et solidaire

Dans le cadre de son activité de débarras, Nicolas Bénard travaille régulièrement pour le Tribunal Administratif d'Orléans ainsi que pour les établissements scolaires tels que les écoles, collèges, lycées ou encore l'Université d'Orléans. Chaque semaine, entre 10 et 20m³ d'objets sont récupérés et stockés dans sa boutique de 450m². « *Notre stock implose. Tout s'entasse,* explique Nicolas Bénard. *Nous donnons certains des meubles que nous n'arrivons pas à vendre à des associations comme la Croix Rouge ou le Secours Populaire.* »

*Maxence Yvernault*

# Une « gigafactory » à Vendôme

© Cyril Abad - Elogen

Vendôme est en train de démontrer qu'en matière d'attractivité, les bonnes nouvelles peuvent, elles-aussi voler, en escadrille. Après Louis-Vuitton et avant Marie Daâge, parmi d'autres, c'est la société Elogen qui vient de décider de prendre pied en vendômois. Accompagnée par la communauté d'agglomération Territoires Vendômois, DEV'UP Centre-Val de Loire et la Région Centre-Val de Loire, elle va y installer sa future « gigafactory », une usine de production d'électrolyseurs nécessaires aux nouveaux usages de l'hydrogène dans la mobilité, l'industrie et le stockage d'énergie. Elle entend y développer dès 2025 des piles de grande capacité. Avec cette future ligne de production, l'entreprise – qui revendique détenir aujourd'hui *« la plus grande capacité de production en France, et de loin »*, avec 160MW/an – porterait sa capacité de production à plus d'1GW à horizon 2030. L'entreprise (ex-Areva H2Gen), déjà acteur majeur de l'hydrogène vert, a été acquise en 2020 par le groupe français GTT, qui entend en faire *« un fleuron de la filière hydrogène européenne »*.

L'usine, de 20 000 m², prendra place dans le parc technologique du bois de l'Oratoire, sur un terrain de 9 hectares situé entre le nouvel atelier Louis-Vuitton et la ligne TGV, non loin des nouveaux locaux de l'entreprise EIC en cours de construction. Le projet fait partie des 15 sélectionnés par le gouvernement français dans le cadre du *« programme important européen commun en matière d'hydrogène »* (Piiec), programme réunissant 23 États-membres de l'Union européenne et la Norvège qui a pour vocation de constituer *« une véritable rampe de lancement à la filière de l'hydrogène en Europe »*. Dès validation par la Commission européenne, il pourra bénéficier d'une partie des fonds du plan d'investissement France 2030. En concurrence avec plusieurs sites d'implantation, Territoires Vendômois indique être mobilisé depuis juin dernier sur ce dossier. La communauté souligne que le partenariat noué avec la Chambre de commerce et d'industrie a été l'une des clés de la réussite. Elle précise qu'une soixantaine d'emplois devraient y être créés. À terme, le chiffre de 200 circule, sans être confirmé.

*Frédéric Fortin*

PUBLI-INFORMATION | **ENEDIS**

# La « mobilité douce » en toute sécurité fait son chemin à Enedis !

*Depuis février 2022, des salariés d'Enedis Centre-Val de Loire, expérimentent le harnais haute visibilité de la start-up Hi!Mobee qui permet à ces adeptes de la mobilité douce de circuler de jour comme de nuit en toute sécurité pendant leurs trajets domicile-travail, et bien plus encore.*

Déterminée à garantir la sécurité de ses collaborateurs et à encourager l'usage des mobilités alternatives à l'heure où le vélo est de plus en plus emprunté pour les trajets quotidiens, l'entreprise de service public Enedis Centre-Val de Loire a choisi d'accompagner Hi!Mobee, une start-up fondée en 2016 par deux universitaires et installée près d'Orléans, dans le développement et l'expérimentation d'un harnais haute visibilité pour cyclistes : le *« Weelight »*. L'objectif ? Renforcer la sécurité des salariés lors du trajet domicile-travail ! Cette démarche s'inscrit dans la volonté du gestionnaire du réseau de distribution d'électricité de soutenir le bien-être et l'engagement de ses salariés à travers la santé, la sécurité et la qualité de vie au travail. En outre, en misant sur le savoir-faire d'une start-up régionale, Enedis Centre-Val de Loire vise également à privilégier les solutions innovantes de son territoire. Créés par Éric Gueremy et Nicolas Dumuis, deux cyclistes convaincus par *« les atouts écologiques, physiques et économiques de la mobilité douce mais conscients également de ses dangers en termes de visibilité »*, ces nouveaux harnais lumineux rendent visibles à 360° de jour comme de nuit et à grande distance. Ils reprennent toutes les fonctionnalités lumineuses d'un véhicule automobile : des clignotants directionnels, des feux stop, des feux de détresses automatiques, et plus encore… *« Avec mon associé, on faisait un long trajet en vélo chaque jour pour se rendre à l'université et on a fini par se poser la question ''Que peut-on faire pour se rendre plus visibles aux yeux des automobilistes ? ''. Et on s'est dit que le buste était la partie du corps disponible la plus importante alors on est partis sur la confection d'un harnais reprenant les codes couleurs des véhicules, avec aussi une télécommande et des clignotants qui permettent au cycliste d'indiquer la direction qu'il souhaite prendre »*, explique Nicolas Dumuis, co-fondateur de la start-up.

Légers et facile d'utilisation, ces harnais novateurs ont été remis à Enedis Centre-Val de Loire en février 2022. Depuis, une vingtaine de salariés adeptes de la mobilité douce les expérimentent dans le but de pouvoir faire un retour sur produit à ses créateurs et de contribuer ainsi à l'amélioration de cette technologie innovante. L'entreprise de service public souhaite d'ailleurs aller encore plus loin en adaptant le Weelight aux Équipements de Protection Individuelle (EPI) des techniciens. Nul doute qu'on entendra encore parler du Weelight très prochainement !

# Votre poubelle est un trésor

*Si les méthaniseurs savent produire de l'énergie verte à partir des déchets agricoles, on se penche désormais sur nos déchets alimentaires courants. Mais encore faut-il savoir les identifier, les quantifier et les collecter. C'est ce à quoi s'est attelée l'entreprise Axibio, qui a trouvé à Lamotte-Beuvron un formidable terrain d'expérimentation.*

Lamotte-Beuvron s'est inscrite au rang des collectivités qui jouent la carte de l'environnement. Après avoir accueilli sur son territoire ce qui est aujourd'hui le plus important méthaniseur de la Région Centre-Val de Loire, elle tente de faire adhérer ses administrés à la collecte volontaire de bio-déchets. Il faut entendre par là les déchets recyclables issus de notre cuisine, et ceux-là seulement. On en produit jusqu'à 80Kg par an et par personne, soit 1,5kg par semaine. Petit calcul de CM2 : sachant qu'une tonne de bio-déchet produit environ 720Kw/h, combien de litres de carburant économisés cela représente-t-il ? Réponse : 70 litres soit 1 000 km en voiture. Rapporté à une personne seule, cela peut sembler dérisoire, mais si tout le monde s'y met…
C'est le discours du maire de la commune, Pascal Bioulac, qui en fait une question d'éthique. *« Le méthaniseur est un outil formidable,* dit-il, *mais qu'il faut nourrir chaque jour de l'année. On lui apporte donc en très grande quantité des déchets des cultures végétales, les produits équins de la fédération française d'équitation voisine, et ceux de quelques entreprises partenaires ».* Mais durant la période Covid, alors que les activités du parc équestre étaient à l'arrêt, il a fallu produire du végétal pour alimenter le méthaniseur. Une dérive qui pourrait être évitée à condition d'élargir le champ des approvisionnements. D'autant que depuis 2019, la loi autorise GRDF et GRT-GAZ à intégrer du bio-méthane dans leur réseau. Ces gaz verts contribueront ainsi à l'objectif de neutralité carbone voulue par la France à horizon 2050.

les Gaïa Box, collecteurs de bio-déchets

Pascal Bioulac (à gauche) et Pierre André Galy, Axibio

> *« Le méthaniseur est un outil formidable, dit-il, mais qu'il faut nourrir chaque jour de l'année »*

## Gaïa, mon collecteur intelligent

C'est tout l'enjeu de l'entreprise Axibio qui a développé des collecteurs intelligents de déchets, à placer dans la rue en des lieux stratégiques. L'un des concepteurs, Pierre-André Galy, invite les collectivités à adhérer à la démarche. *« Il faut que les citoyens s'y mettent tous ensemble,* dit-il. *Ceux qui adhèrent ont un ''bip'' qui leur donne accès au collecteur. Le dépôt de leurs bio-déchets issus de leur cuisine, est pesé et daté, on appelle cela le monitoring ».* Mais mieux encore, pour les restaurants d'entreprises et cantines scolaires, le gérant peut quantifier ses dépôts en comptabilisant séparément les déchets issus de la préparation des repas, et les retours de plateaux. En plus de l'utilité de l'acte citoyen et énergétique, le bénéfice est aussi de réduire ce gaspillage alimentaire.
*« Allons plus loin,* poursuit P.-André Galy, *ce monitoring fait aussi le travail rendu obligatoire par la législation, à savoir le traçage des matières déposées. Car tout ce qui entre dans un méthaniseur doit être parfaitement identifié. Il faut donc que chacun soit responsable de ses gestes citoyens ».*

Créée en 2016, l'entreprise fait toute l'ingénierie de ses modèles de bacs en Ile-de-France, et a tissé des partenariats industriels, notamment en Saône-et-Loire, pour la fabrication des collecteurs. Lamotte-Beuvron est devenue une ville test, pour affiner la connectique, les logiciels et la logistique municipale. Axibio est à ce jour la seule entreprise à avoir poussé la réflexion aussi loin, pour qu'à terme, les contributeurs puissent eux aussi être récompensés de leurs efforts par une diminution de leur facture d'assainissement.

> « Tout ce qui entre dans un méthaniseur doit être parfaitement identifié. Il faut donc que chacun soit responsable de ses gestes citoyens »

*Stéphane de Laage*

# Lancement de l'observatoire régional de l'agriculture biologique

*La région Centre-Val de Loire vient de se doter d'un observatoire de l'agriculture biologique. L'occasion de faire le point sur la production biologique du territoire.*

Depuis 2002, l'observatoire national de l'agriculture biologique (ONAB) de l'agence BIO produit ou centralise les statistiques annuelles du secteur. Ces données sont diffusées et publiées sous différentes formes : publications web, dossiers de presse, notes de conjoncture, rapportage aux services statistiques des ministères de l'Agriculture et de l'Environnement et Eurostat.
Dans l'objectif de fiabiliser et préciser les données, le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation reconnaît officiellement une liste d'observatoires régionaux (ORAB) susceptibles de recevoir de l'agence BIO l'ensemble des données nominatives des notifications des opérateurs qui ont donné leur accord à cette fin depuis 2005.

> *« L'objectif est que cet outil constitue un appui à la définition des politiques agricoles et au déploiement de la transition agro-écologique »*

© aleksandarlittlewolf - Freepik

## Les chiffres clés en région Centre-Val de Loire

*• + 428 nouveaux opérateurs bio depuis 2019 soit une évolution de + 11,73 % (12 % au niveau national) ;*
*• + 171 nouvelles exploitations bio sur cette même période soir une évolution de 17,5 % (13 % au niveau national).*
*La région se positionne au 10e rang national concernant la surface en conversion bio et au 13e rang en termes de surface agricole utile en bio. Elle compte aussi 939 opérateurs aval bio (sur les 25 763 que compte le territoire français), ce qui place la région au 12e rang national.*

La région Centre-Val de Loire était une des seules régions à ne pas être pourvue d'un ORAB reconnu par le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation.
En 2021, la Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt Centre-Val de Loire, la Chambre régionale d'agriculture et Bio Centre se sont engagés collectivement dans la constitution d'un ORAB afin de connaître la situation et l'évolution de la filière bio régionale. L'objectif est que cet outil constitue un appui à la définition des politiques agricoles et au déploiement de la transition agro-écologique.

### Un outil de pilotage et de perspective

2020 marque une année dynamique pour la bio qui correspond à une pleine croissance du marché et à une production qui s'accélère. L'année 2020 a confirmé la dynamique de croissance de la filière bio, autant en termes de marché que de production, malgré les circonstances particulières liées à la crise sanitaire. La consommation s'est orientée vers les circuits courts, la vente directe chez les producteurs et des produits répondant aux exigences des consommateurs en termes de santé et de protection de l'environnement. Le marché français a ainsi connu une croissance qui est restée à deux chiffres (+ 10,4 %) pour atteindre 13,2 milliards d'euros. La région Centre-Val de Loire, quant à elle, accélère ses engagements en matière de production et de surfaces bio. En 2020, elle enregistre un nombre de producteurs en hausse (+ 17,5 %), faisant d'elle la seconde région métropolitaine la plus dynamique sur cet indicateur. Elle arrive en troisième position en termes de croissance des surfaces bio (+ 15,7 % des surfaces certifiées AB ou en conversion).

*par Estelle Cuiry*

# INFLATION, LES ENTREPRISES FONT LE DOS ROND... MAIS JUSQU'À QUAND ?

*Après les Gilets jaunes et la crise sanitaire, voilà que la guerre s'invite en Europe. Jamais l'avenir du commerce et des entreprises n'a été aussi incertain.*
*Il n'est pas un secteur qui ne soit impacté par la hausse des prix des carburants et des énergies, avec les répercutions en cascade que l'on connaît sur toute la planète, sur tous les biens de consommation.*
*Et si le e-commerce, l'équipement de la maison et la grande distribution ont moins souffert, voire profité des crises passées, il y a toutes raisons de penser que ce profit ne durera pas.*
*Le commerce mondial n'est plus régi que par la loi de l'offre et de la demande. Les productions de blé, de pâte à papier ou d'acier sont hyper concentrées.*
*La régulation mondiale n'agit plus et seul le garde-fou des banques centrales opère encore.*
*Pris en otages, nous commençons à mettre certains de nos grands principes écologiques en sourdine. Avec la réorganisation des marchés mondiaux, le gaz de schiste et le nucléaire redeviennent fréquentables, et un moratoire de l'artificialisation des sols ne serait pas étonnant si l'on veut rapatrier des productions dans l'hexagone. Quant aux matières recyclées comme le papier d'emballage, plus chères à produire, on pourrait être tentés de les oublier un temps.*
*Avec ces crises qui se succèdent, c'est tout un modèle mondial qui se réorganise.*

*Dossier réalisé par Stéphane de Laage*

Comment les entreprises industrielles, les commerces, les artisans et les sociétés de services s'arrangent-elles de l'augmentation des prix ? Certaines sont atteintes par l'augmentation du coût des énergies, d'autres par celle des matières premières, d'autres encore par les deux à la fois. Tout le monde s'accorde à dire qu'il y a un seuil au-delà duquel les entreprises ne pourront plus tourner. Quel est ce seuil ? personne ne le sait. *« C'est bien là la difficulté du moment,* explique Thierry Dubois, président de l'AREA Centre-Val de Loire (industrie agroalimentaire). *Le manque total de visibilité est le handicap majeur de toute entreprise ».* Pourtant, une chose est certaine, *« les entreprises n'ont pas vocation à travailler à perte,* rappelle Jacques Martinet, président de la CCI régionale. *Les entreprises les plus saines rognent leur marge depuis quelques mois déjà, d'autres ont déjà augmenté leurs prix de vente ».*
Les engrais produits en Russie, l'alimentation animale souvent produite avec du gaz et de l'électricité, ont fortement augmentés. Plus insidieuse est l'augmentation de la mercerie par exemple. Qui en effet pense au fil de polyester, directement issu du pétrole ? Il a pourtant connu deux hausses successives de 20% chacune. Idem

pour la quincaillerie et la tringlerie, et tous les produits venus de l'étranger et qui subissent le coût du carburant des camions et des cargos. Les entreprises de services, notamment à domicile, subissent aussi cette hausse qui vient impacter directement la rentabilité de leur activité.

L'industrie agroalimentaire n'échappe pas à la règle, même si des contrats entre producteurs et distributeurs sont signés pour de longues périodes. « *On travaille en bonne intelligence,* explique Thierry Dubois. *Le modèle économique de la GMS est très sensible aux variations, et redoute la décroissance* ». Alors malgré une hausse des coûts de production de l'ordre de 7 à 12%, les prix en rayons n'ont pour l'heure pas dépassé 4% en moyenne. Ce constat, on le doit clairement à une nouvelle guerre des prix, ouverte depuis la fin de la crise sanitaire. Il faut avant tout absorber les coûts de l'énergie utile pour la cuisson, la vapeur et le séchage. Les entreprises qui n'ont pas de contrat énergétique garanti par leur fournisseur, ont subi jusqu'à 50% de hausse. Vient ensuite l'emballage. Le prix du carton augmente, mené par quelques rares producteurs sur un marché mondialisé. On ne voulait plus de plastique, voilà donc que le papier le remplace à des prix prohibitifs (+100% en un an) ! Même les Chinois, qui s'étaient mis au recyclé, ne le font plus, faisant ainsi augmenter la demande, donc les prix et les délais de livraison.

Jacques Martinet, président de la CCI régionale.

Thierry Dubois, président de l'AREA Centre-Val de Loire (industrie agroalimentaire).

> « On paye les conséquences de notre insouciance passée, mais jusqu'où ? Je ne connais pas la fin du film »
>
> *Jacques Martinet, président de la CCI régionale*

Ces délais de livraison qui s'accompagnent souvent de pénalités de retard, notamment dans le bâtiment. Erwan Croixmarie, président de la FFB du Loiret, et Eymeric Seguin, président de la FTP du Loiret, conviennent pourtant que dans certains cas, on est arrivé à un point de rupture qu'il faut partager. « *On absorbe une partie des hausses parce que l'on ne peut pas tout répercuter,* explique Erwan Croixmarie. *Alors on en parle avec nos fournisseurs et nos donneurs d'ordre, qui acceptent désormais de plus en plus souvent de partager le risque, en totale transparence* ». Les collectivités jouent donc le jeu du service public, conscientes aussi que trop de rigidité obligerait les entreprises à mettre un genou à terre.

Erwan Croixmarie, président de la FFB du Loiret, et Eymeric Seguin, président de la FTP du Loiret.

# Vers un second « quoi qu'il en coûte »

Si les chefs d'entreprises redoublent d'inventivité, il faudra pourtant que le Gouvernement prenne une part des augmentations à sa charge. La baisse des taxes sur les carburants semble peu probable ; même si Jean Castex a tranché pour une première ristourne de 15cts par litre à la pompe jusqu'au 31 juillet. Reste donc la TVA, mais pas certain que l'État veuille y toucher dans les conditions actuelles. Car si les prix augmentent, la TVA suit et c'est autant de rentrées d'argent qui permettraient de financer en partie le second « quoi qu'il en coûte ».

L'impact de la guerre lui, il se fera vraiment ressentir lorsque les mesures de rétorsion seront digérées par l'économie mondiale. Le system interbancaire Swift n'a pour l'heure qu'un impact limité sur notre vie courante, mais à terme les paiements seront plus hasardeux pour les entreprises qui commercent avec la Russie. En Région Centre, elles sont une soixantaine, et ne représentent que 1% de l'export total, même si des secteurs comme la pharmacie exportent jusqu'à 50% de leur production.

> « Car si les prix augmentent, la TVA suit et c'est autant de rentrées d'argent qui permettraient de financer en partie le second ''quoi qu'il en coûte'' »

Se posera alors la question des salaires. Le SMIC a augmenté de 3,1% entre octobre et janvier dernier, mais pourront-ils être maintenus ? Car si l'on veut que les produits manufacturés soient achetés, encore faut-il que les consommateurs aient les moyens de se les offrir. Une chose est sûre, les ménages réorienteront leurs dépenses en fonction de leurs impératifs. L'alimentaire pour certains, les loisirs pour d'autres, une voiture ou l'isolation de la maison. Il y a fort à parier que les Français vont tôt ou tard piocher dans leurs économies. L'épargne est aujourd'hui de 170MD€ et servira d'amortisseur.

C'est une équation à inconnues multiples à laquelle personne n'a de réponse. Alors réduire le nombre de salariés, les entreprises s'y refusent encore. Le chômage partiel a fait son effet, et les efforts de dirigeants pour garder leur personnels ces deux dernières années ont payé.

Le taux de chômage en région Centre est à 7,5%. C'est bien, entend-on dire, certains pensent même que c'est la nouvelle valeur du plein emploi. Pôle emploi annonce une augmentation de 60% des offres d'emploi depuis 2020, les entreprises peinent à recruter. « *Rien de surprenant,* poursuivent certains, *si l'on considère l'accompagnement (trop ?) solidaire de l'État, auquel s'ajoute maintenant le prix du carburant pour se rendre au travail* ». Certains employeurs ont même décidé de prendre à leur charge une part du coût des carburants de leurs employés qui viennent de loin pour travailler.

D'autres rechignent : « *les 2,3MD€ promis aux start'up, c'est bien, mais il serait plus judicieux de les garder pour maintenir à flot les entreprises qui ont le plus de mal* ».

CAP REBOND
SPÉCIAL TPE ET PME

La Région Centre-Val de Loire et Bpifrance renforcent la trésorerie des TPE et PME

LE PRÊT QUI DONNE DE L'AIR POUR VOUS LAISSER RESPIRER

bpifrance
Centre-Val de Loire
www.centre-valdeloire.fr

En savoir plus
caprebond.centre-valdeloire.fr

# Relocalisation à marche forcée

Emmanuel Macron plaide pour le retour à une forme d'autonomie, sur des marchés perdus : santé, alimentation, industrie... All Circuits à Meung-sur-Loire s'y est attelé et compte bien opérer ce retour de la production de cartes à puces dans l'hexagone.

Francis Lheure, président du syndicat professionnel Fibois Centre VdL.

*« Il y a 1500 dossiers de relocalisation pour la Région Centre-Val de Loire,* confirme Jacques Martinet. *Mais on se heurte à un autre problème. Pour faire revenir des entreprises, encore faut-il qu'il y ait des friches industrielles. Et dans le SRADDET Régional (Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires), il y a un moratoire sur les terres agricoles qui interdit l'artificialisation les sols ».* Il faudra trancher et sans doute s'asseoir sur certains principes.

La filière bois, quant elle, souffre depuis quelques années déjà des discordances entre la demande des USA et la fourniture canadienne. Le marché Nord-américain s'est réorganisé au détriment du marché européen. La filière paye aussi très cher la concurrence déloyale de la Chine. Ce pays, qui a surexploité ses forêts durant des décennies, a aujourd'hui sévèrement contingenté les coupes sur son territoire et achète à prix d'or le bois d'œuvre dans le monde entier, grâce à des subventions d'État (sans parler du coût de la main d'œuvre pour la transformation, en parquet notamment). Au point que depuis dix ans, les scieurs français peinent à se positionner dans les ventes aux enchères sur des parcelles privées de l'hexagone. Les Chinois achètent jusqu'au double de ce que les français peuvent proposer. Seul l'État, sur ses parcelles ONF, joue le jeu en acceptant de vendre en deçà de l'offre chinoise. La filière qui comptait encore un millier de scieries au début

> *« La filière paye aussi très cher la concurrence déloyale de la Chine »*

# OBM, Francis et Tristan Lheure

*Tristan Lheure, secrétaire général de OBM.*

En 18 mois, le bois et le métal ont tous deux augmenté de 60%. Compliqué pour une entreprise spécialisée dans la construction qui justement s'est fait une spécialité de la dualité des matériaux. *« On avait anticipé ces hausses et opté pour une politique de stock agressive,* explique Francis Lheure, dirigent de OBM et président de l'organisation Fibois en Région. *Ce qui nous permet de limiter les répercussions de hausses. Mais maintenant, on ne peut y échapper et nos clients publics sont généralement à l'écoute. Les collectivités connaissent le sujet, demandent néanmoins de justifier les prix, et dans plus de la moitié des cas, acceptent de couper la poire en deux ».* De telles négociations sont plus difficiles avec les bailleurs sociaux notamment, qui eux doivent atteindre un seuil de rentabilité, et honorer des prix de vente entendus à l'avance.

*« Quant à l'achat des matériaux, on peut diversifier nos achats pour le bois, ce qui n'est pas possible pour le métal qui est un quasi-monopole d'Arcelor ».* Avec quelques milliers de tonnes annuelles, OBM reste encore trop petit pour prétendre aux marchés internationaux, Espagne et pays de l'Est. Quant aux marchés français, en particulier publics, le temps que les indices soient réévalués, les entreprises continuent de tourner, d'acheter et de vendre. Depuis deux ans, elles rognent sur les marges. OBM a une chance dans son malheur, c'est que 30% seulement de son chiffre d'affaires se réalise en construction. Les 70% sont de l'entreprise générale, autrement dit de l'ingénierie et du négoce de sous-traitance. *« Toute la chaine est impactée,* conclut Francis Lheure, *chaque maillon prend une part de l'amortissement, et tous partagent les pertes ».*

La scierie Gaudelas, à Chailles dans le Loir-et-Cher, se refuse à licencier et préfère se réorganiser le temps de travail de ses équipes.

dernier n'en compte plus que 500. Francis Lheure est président du syndicat professionnel Fibois Centre VdL, auquel adhèrent une majorité de propriétaires forestiers, scieurs et transformateurs. *« Je ne suis pas contre la vente à la Chine, dit-il, mais pour une limitation des exportations. Des quotas en quelques sortes ».*
Pourtant, la guerre en Ukraine semble rebattre les cartes puisque les hollandais, les allemands et les belges, qui achetaient beaucoup en Russie, reviennent sur le marché européen. Mais le gaz et l'électricité, encore eux, indispensables au sciage et au séchage, ont pris 50% en quelques mois. Tout cela a fait grimper les prix du bois prêt à l'emploi de 40% en deux ans. *« Pour endiguer la hausse, on cherche de nouveaux gains de productivité,* explique Pascal Gaudelas, scieur depuis trois générations en Loir-et-Cher. *Surtout ne pas licencier, mais gérer différemment le temps de travail du personnel, moderniser nos machines pour se positionner sur des marchés plus pointus ; des questions qu'on ne se posait pas avant ».* Et parmi ces questions, il en est une autre qui parle du commerce du bois en général, sachant que la forêt française croit de 3% par an et que l'on en consomme 2%. C'est dire que la forêt française suffirait à approvisionner nos professionnels. Pourquoi alors aller acheter hors de nos frontières ce qui s'y trouve déjà ? Une fois encore, la sacro-sainte loi de l'offre et de la demande.

# Tous sur le pont

Toutes les instances sont sur le pont : DREEST (Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités), DGFIP, Banque de France et les GPA (groupements de prévention agréés) sont attentifs aux moindres faits et gestes des entreprises. La Banque de France cote chaque année près de 10 000 entreprises dont le chiffre d'affaires dépasse les 750K€. Malgré la crise sanitaire, pas ou peu de dégradation. *« Nous avons été attentifs en 2020, compte tenu du contexte économique qui se dégradait, à ne pas surcoter les entreprises en bonne santé, en prévision d'une crise qui s'annonçait longue, et d'un effet yoyo qui serait désastreux au regard des banques »*, explique Marie-Agnès de Montbrond, directrice régionale de la Banque de France. Aujourd'hui, bien que la situation économique dépasse malheureusement les prévisions les plus pessimistes, il y a peu d'entreprises en difficulté, hormis dans les secteurs de l'événementiel et de l'hôtellerie.
*« Pour les cotations, nous avons élargi notre champ d'investigation,* poursuit M.-Agnès de Montbrond, *avec une analyse plus affinée, qui prend en compte l'environnement économique et concurrentiel de l'entreprise, les relations client/fournisseur pour mesurer et prévenir le risque ».* La Banque de France est particulièrement attentive au remboursement des PGE, les prêts garantis par l'État. Contractés pour six ans, il reste donc quatre ans d'encours. Au total 650 000 entreprises en ont souscrit un auprès de leurs banques. Parfois par nécessité, parfois au cas où… En région Centre, on en compte 19 500, entre 50 et 300K€, pour un montant global de 3MD€.

À ce jour, 3% de ces PGE ne sont pas remboursés ; ce qui n'augure pas systématiquement de difficultés à venir, mais qui oblige à une vigilance accrue de la part de la Banque de France et du GPA, Groupement de prévention agréé. D'autant que depuis le mois de février, les entreprises peuvent demander à restructurer le remboursement de leur PGE. Ceux qui ne dépassent pas 50K€ conservent la garantie de l'État. Une facilité que gèrent la banque de l'entreprise et le médiateur du crédit, avec parfois l'appui du GPA. Le GPA Centre-Val de

Marie-Agnès de Montbrond, directrice régionale de la Banque de France

Patrice Duceau, président du GPA Centre VdL.

Loire se concentre sur les PME et TPE qui ne sont pas dans les radars de la Banque de France. Il dispose pour cela d'un fonds récemment porté à 2,5M€, apportés notamment par Groupama, pour d'éventuels garanties supplémentaires accordées aux entreprises, certes fragiles mais fiables. *« L'objectif est de rassurer les banques et de pérenniser les entreprises, quitte à financer des créances pour libérer les banques sur l'investissement »*, explique Patrice Duceau, président du GPA Centre-Val de Loire.
Au-delà de 50K€, c'est le comité départemental de sortie de crise, piloté par le préfet et les acteurs économiques, qui s'occupe de sa restructuration. *« La situation est plus délicate,* poursuit Patrice Duceau, *car si le dirigeant demande l'étalement de son remboursement, la banque perd la caution de l'État ».*

> *« En région Centre VdL, 19 500 entreprises ont souscrit un PGE, pour un montant global de 3MD€ »*

Thomas Robert est commissaire aux restructurations et prévention des difficultés des entreprises, CRP. Il est au cœur du dispositif d'anticipation et d'accompagnement des entreprises en difficulté ou qui risque de l'être. Son conseil est de rembourser sans attendre et de ne pas demander d'étalement du PGE. *« Vouloir le décaler de deux ans, dans le cas où l'entreprise n'aurait pas assez de trésorerie disponible, c'est prendre le risque d'un effet ciseau important. Car le remboursement va se faire sur quatre ans et non plus sur six. C'est la limite du dispositif ».* Et Thomas Robert d'ajouter : *« dans le cadre d'une restructuration de PGE ou d'une médiation du crédit, cela aura un effet systématique auprès de la Banque de France qui n'aura d'autre choix que descendre la cote de l'entreprise ».*

L'État a donné beaucoup d'espoir aux entreprises, y compris aux plus fragiles. Aujourd'hui, l'heure de payer est venue, on ne rase plus gratis. La société change de paradigme.

# Alex Olivier, Chaud cacao

Catherine Ouvion, directrice déléguée de la chocolaterie Alex Olivier.

S'il existe un marché mondial stable, c'est celui du cacao. Mais ça ne suffit pas à l'entreprise Alex Olivier, chocolatier dans le Loiret. *« Dans le chocolat, il y a aussi des produits laitiers, du sucre, et parfois de la purée de fruits rouges »*, explique Catherine Ouvion, directrice déléguée de l'entreprise. Tout a augmenté. Mais le plus impactant est la pâte à papier. *« On a tenté de réduire le grammage des emballages, mais le produit reste fragile. Les œufs de Pâques et les Pères Noël doivent arriver entiers. Quant au plastique issu du pétrole, il reste indispensable pour filmer les palettes et protéger de l'humidité ».* Le e-commerce, et donc l'emballage, se sont beaucoup développés avec la crise du Covid, et n'arrangent rien à l'affaire. Alex Olivier avait abordé le marché du Bio il y a dix ans, bien que 20% plus cher que le conventionnel. Alors au vu de la conjoncture, la question se pose logiquement d'un éventuel retour en arrière.
Autre marge d'ajustement : les salaires. L'entreprise est plutôt exemplaire, adossant depuis plusieurs années, leur hausse à celle de l'inflation. Comme il n'est pas question de licencier les talents, ce sont les saisonniers et le travail intérimaire qui pourraient malheureusement servir de marge d'ajustement.

# Jardin de la France, culture de l'économie touristique

*La région Centre-Val de Loire surfe depuis trois ans sur l'anniversaire de la Renaissance, période historique fondatrice. Chaque année, un thème différent est abordé, mettant un coup de projecteur sur une valeur de la Région, et donnant un prétexte nouveau à l'attractivité touristique.*

En 2019 était le 500ème anniversaire de la mort de Léonard de Vinci, puis vint le Good France l'année suivante, qui a mis en lumière la qualité de nos restaurateurs ; Christophe Hay en fut l'ambassadeur. La thématique 2022 était toute trouvée, car les jardins sont le cœur de notre région, et c'est ce à quoi l'on aspire après deux années de privation de nature et d'évasion. *« La saison touristique s'engage donc dans cet esprit »*, se réjouit François Bonneau.
*« Il faut cultiver notre jardin »*, dit Candide à Pangloss dans l'œuvre de Voltaire. La Région Centre-Val de Loire n'a cessé de le faire au point d'être aujourd'hui le *« Jardin de la France »*. Une chance qu'elle brandi désormais comme un étendard. Les Nouvelles Renaissance{s} sont ainsi porteuses d'une énergie collective nouuvelle, et deviennent l'un des leviers de sortie de crise pour les acteurs de la culture, du tourisme, de la gastronomie et même de l'innovation. Un travail s'est engagé avec l'ensemble des responsables des jardins qui font la richesse de la Région. Un appel à participation leur a été lancé pour qu'ils contribuent à créer une dynamique touristique organisée autour de cette thématique des jardins. 330 propositions ont d'ores et déjà été enregistrées et validées, on en attend 500.

## Construire l'offre touristique

Pour accompagner ces initiatives, l'assemblée régionale a voté un budget en février dernier et ainsi entériné l'appel à projet. Elle débloque donc des moyens financiers pour ces initiatives, sur l'ensemble de l'année, y compris jusqu'à l'hiver pour un tourisme qui dure et structure l'économie locale. *« Les projets soutenus seront ceux qui incarneront un tourisme populaire,* insiste François Bonneau, *et pour toutes les formes de jardins et cultures, qu'elles soient bio ou conventionnelles »*.
Il s'agit de promouvoir les parcs et jardins, mais aussi la culture maraichère, l'œnologie, les zones humides remarquables et tous ces lieux travaillés par la main de l'homme depuis des siècles. L'idée est aussi que ces projets soient structurants pour le tourisme régional à plus long terme et que l'ensemble de cette manifestation annuelle soit un point d'appui de l'offre touristique à venir.

Alain Baraton, jardinier en chef au Domaine de Versailles, Chantal Colleu-Dumond, directrice du chateau de chaumont sur loire et de son festival des jardins, et François Bonneau, président de la Région Centre VdL.

## Focus

- Le Val de Loire fut classé au patrimoine mondial de l'UNESCO en 2020
- 2 zones humides : Brenne et Sologne
- 30 parcs et jardins labellisés *« jardins remarquables »*
- Le festival international des jardins à Chaumont sur Loire (fête ses 30 ans cette année)
- 5e région viticole de France

### Quelques idées parmi 500 autres :

- Le 30e anniversaire du festival de Jardins à Chaumont-sur-Loire
- À la villa Rabelais : gastronomie, culture et patrimoine
- Shakespeare au clos Lucé, flâneries nocturnes sur une pièce d'eau
- Villandry, les jardins rabelaisiens
- 21 et 22 mai : Vitiloire, expo viticole et gastronomique à Tours
- Voyez le site de l'Association des parcs et jardins qui regroupe 140 jardins.
- Rendez-vous sur le site de la région pour tout voir et programmer vos visites.

## L'économie romantique

Avec le soutien toujours inconditionnel de Stéphane Bern, et Alain Baraton comme parrain de cette édition, nul doute que le recrutement de têtes d'affiche est un Plus. Le jardinier en chef au domaine de Versailles, chroniqueur chaque week-end sur France Inter, en appelle à la sensibilité des Français. *« Prenez le temps d'aller voir les pépites que sont le château de Rivau, Villandry, Chaumont ou Chambord, mais profitez aussi des centaines de lieux moins connus et pourtant si romantiques »*.
Les visites et les animations culturelles programmées sont diverses : simples visites, représentations théâtrales, soirées de lecture, cours de cuisine ou flânerie ; elles participeront du développement économique de la Région. En voisins immédiats, les Franciliens sont les premiers visés, en témoignent les campagnes d'affichage dans le métro parisien, mais aussi les visiteurs étrangers dont on espère le retour en force cette année. Les habitants de la Région sont aussi espérés dans leurs territoires à découvrir, à revoir, à approfondir… pour le plaisir des yeux et la tranquillité de l'âme, si nécessaire aujourd'hui !

*Stéphane de Laage*

# Le tourisme de savoir-faire va le faire savoir

*Pilote national parmi cinq régions, le Centre-Val de Loire a fait l'objet d'une étude sur son potentiel en matière de tourisme industriel, ou de savoir-faire. 267 entreprises proposent déjà des visites, mais il reste des « pépites » inexploitées.*

À la différence des lapins en chocolat qui sortent des moules du chocolatier Alex Olivier ; l'étude régionale sur le tourisme industriel n'est pas encore totalement « *décoffrée* », pour reprendre l'expression de François Bonneau, mais elle s'avère prometteuse, à défaut d'aussi gourmande. Le président du Conseil régional avait choisi la chocolaterie Alex Olivier de Neuville-aux-Bois (Loiret), le 14 mars, pour présenter le résultat d'une étude sur le potentiel du Centre-Val de Loire dans l'exploitation des visites d'entreprises, ou tourisme dit « *de savoir-faire* ». En tant que région pilote au niveau national, avec quatre autres, le Centre-Val de Loire a bénéficié d'un diagnostic établi par l'association Entreprise et Découverte, lauréate d'un appel à projet. De cette étude conduite en collaboration avec l'agence régionale de développement économique Dev'Up et les instances économiques et touristiques, il ressort que le Centre-Val de Loire pratique déjà assez largement le tourisme industriel avec 267 entreprises qui proposent des visites, dont 131 toute l'année.

## « *Visites secrètes* » dans le Cher

Le Sud de la région s'avère d'ailleurs plus dynamique dans ce domaine avec des réseaux de visites organisées comme « *Secrets de fabrique* » dans l'Indre, et « *Visites secrètes* » dans le Cher.
Mais la région recèle aussi des « *pépites* » inexploitées qui pourraient se révéler être de véritables filons. Il s'agit d'entreprises dont la marque ou le savoir-faire possède une puissante attractivité, mais dont les locaux ne sont pas ouverts régulièrement au public. On pense, bien sûr, aux grands noms de la cosmétique, Dior, Shiseido, Guerlain, mais aussi à des références de l'agroalimentaire comme les biscuiteries Saint-Michel de Contres (Loir-et-Cher), ou encore les métiers d'art avec la soierie Jean Roze à Saint-Avertin (Indre-et-Loire).
Paradoxalement, les filières régionales d'excellence comme la cosmétique, la pharmacie, l'agro-alimentaire ou l'automobile pratiquent très peu le tourisme industriel. « *Pourtant les retombées peuvent se révéler intéressantes en termes d'image, de chiffre d'affaires et de recrutement* », témoigne Catherine, Houvion, la directrice déléguée de la chocolaterie Alex Olivier où des visites sont proposées depuis 2017.

> « Les retombées peuvent se révéler intéressantes en termes d'image, de chiffre d'affaires et de recrutement »
>
> *Catherine, Houvion, directrice déléguée de la chocolaterie Alex Olivier*

La chocolaterie Alex Olivier propose un parcours de visite et des séances de fabrication pour les groupes dans son usine de Neuville-aux-Bois (Loiret).

## Parcours guidé chez Alex Olivier

L'entreprise de Neuville-aux-Bois a profité de la reconstruction de son magasin d'usine, à la suite d'un incendie, pour aménager un parcours de visite au cours duquel il est possible de suivre chaque étape de la fabrication des confiseries en chocolat. Des salles ont été aménagées afin d'accueillir des groupes où chacun peut confectionner sa propre création sous la conduite d'un chocolatier. Des entreprises l'utilisent régulièrement en séminaire de cohésion d'équipe.

> « Nous allons organiser un temps fort autour du tourisme de savoir-faire pour convaincre les entreprises de s'y engager »

« *Après cette étude, qui est une première étape, nous allons organiser un temps fort autour du tourisme de savoir-faire pour convaincre les entreprises de s'y engager et promouvoir une offre régionale* », annonce François Bonneau. Des progrès restent encore à réaliser. L'étude révèle, en effet, que moins de 10% des offices de tourisme de la région référencent les visites d'entreprise dans une rubrique dédiée. Le savoir-faire a encore besoin de faire-savoir.

*Bruno Goupille*

# Une nouvelle Galerie digitale à Chaumont-sur-Loire

*Le centre d'art et de nature du Domaine de Chaumont-sur-Loire vient d'inaugurer un nouveau lieu artistique permanent dans l'aile Est du château, un espace dédié à l'art numérique. Pour son lancement, la Galerie Digitale accueille une création mondiale de l'artiste italien Davide Quayola.*

Cet espace de 300 m² prend place dans une aile du château surplombant la Loire. On y accède par l'escalier d'honneur en pierre puis par un petit escalier en bois et dès l'arrivée, la magie opère ! Dans ces combles avec une charpente en bois du XVIe siècle, la création numérique dédiée à la nature illumine la galerie plongée dans le noir. L'image et le son nous emportent tout de suite dans un voyage au cœur des fleurs des jardins luxuriants du château de Chaumont-sur-Loire.

## Impressionniste numérique

Effets de soir est la première œuvre exposée dans cette galerie digitale, une création mondiale commandée par la Région Centre-Val de Loire. Cette œuvre vidéo aux accents impressionnistes à partir de photographies de compositions florales prises de nuit. Davide Quayola façonne ses tableaux de suites visuelles et sonores dans lesquelles il expérimente des dynamiques compositionnelles et rythmiques. En créant une nature artificielle, en réalité proche du monde naturel, Quayola invente une nouvelle forme d'impressionnisme.

L'artiste devant son œuvre

> « Le Domaine fait le lien entre le passé, le présent et le futur, avec l'art du numérique, l'art du 21e siècle »

Pour sa 15eme saison, le Centre de d'Arts et de Nature de Chaumont-sur-Loire ouvre une nouvelle page artistique. « *Le Domaine fait le lien entre le passé, le présent et le futur, avec l'art du numérique, l'art du 21e siècle* » indique Chantal Colleu-Dumond, directrice du Domaine de Chaumont-sur-Loire. Cette nouvelle saison ouvre du 2 avril au 30 octobre autour de 15 artistes contemporains.

Quant au réputé Festival International des Jardins, il célébrera cette année son 30e anniversaire avec 30 nouveaux jardins, du 21 avril au 6 novembre. La thématique de cette édition est le « *jardin idéal* ». Ce lieu reconnu pour son inventivité, sa vision résolument positive, libre et novatrice devrait encore, cette année, surprendre et émerveiller les visiteurs.

*domaine-chaumont.fr*

*Sophie Manuel*

# Déjeuner en paix... dans une cave troglodyte

*Aurore et Renaud Dugoujon ont repris le restaurant La Cave, à Montlouis-sur-Loire, en 2005. L'établissement, qui a ouvert ses portes en 1970 grâce au père de la restauratrice, est caché à l'intérieur d'une cave troglodyte. Avant son père, ce sont à ses arrière-grands-parents que la cave troglodyte appartenait.*

*« Ce lieu a toujours appartenu au patrimoine familial »* explique Aurore Dugoujon. La Cave est aujourd'hui reconnue comme Restaurant de Qualité par le Collège Culinaire de France. Le chef Renaud Dugoujon y est membre ainsi que de l'Académie Culinaire de France. Le maitre-restaurateur élabore lui-même sa carte qui change tous les mois, voire tous les jours. Il utilise en effet des produits frais, locaux et de saison. Le couple de restaurateurs se fournit auprès des agriculteurs et producteurs locaux, dont notamment deux pêcheurs de Loire. Au menu du jour par exemple lors de notre visite : crumble de barbeau de la Loire, purée d'épinards et bisque d'écrevisse crémée. Pièce de bœuf grillée, jus au foin, légumes variés et ketchup au shiitaké. Enfin, nage d'agrumes aux épices.

> « Ce lieu a toujours appartenu au patrimoine familial »
>
> *Aurore Dugoujon*

L'équipe du restaurant La Cave.

## Familles, touristes et commerciaux

Le restaurant est composé d'une salle traditionnelle et d'une salle de réception pouvant accueillir mariages, anniversaires, baptêmes et séminaires. Le couple a récemment investi dans une terrasse qui a connu un franc succès dès l'été 2020. Au total, l'établissement peut servir 300 couverts, visant une clientèle à la fois familiale, touristique et d'affaires. *« Certains clients sont fidèles et viennent ici trois fois par mois »* affirme Aurore Dugoujon. Question déjà difficile avant la crise sanitaire, cette dernière a accéléré le manque de personnel dans le secteur de l'hôtellerie-restauration. À La Cave, sur une équipe composée au départ de douze personnes, il en manque aujourd'hui cinq. *« Les jeunes ne veulent plus travailler les soirs, les week-ends et les jours fériés, regrette Aurore Dugoujon. Mais, dans un restaurant, on travaille quand les autres sont en repos ».* Le Covid a aussi entrainé une baisse de la fréquentation, notamment touristique. Avant la crise sanitaire, entre mai et octobre, La Cave accueillait chaque jour deux autocars d'une trentaine de touristes européens, américains ou asiatiques. Désormais, la venue des touristes est plus ponctuelle. Le Covid signifie aussi moins de réservations de grandes tables, plus de télétravail, moins de commerciaux et de séminaires dans les restaurants et donc un chef qui commande ses produits en plus petite quantité afin de répondre à la baisse globale de sa fréquentation.

## Pique-nique sur l'herbe

La crise sanitaire a donc mis en avant un impératif chez les restaurateurs : se diversifier. À La Cave, pendant le premier confinement, le couple a mis en place la livraison à domicile, la vente à emporter ainsi que sur les marchés, la vente de plats préparés… Souhaitant aujourd'hui renouveler cette activité, le manque de personnel empêche cependant les deux restaurateurs de le faire. Et de manière plus insolite, Aurore et Renaud Dugoujon vont bientôt lancer une société de location, à la journée ou à la demi-journée, de rosalies, ces petits véhicules à quatre roues, bien connus des stations balnéaires et pouvant accueillir plusieurs passagers disposant chacun de pédales pour avancer ! Ils recevront ces véhicules à la mi-avril. Certains seront même à assistance électrique. Un pique-nique préparé par le restaurant pourra être fourni en plus de la location. De belles balades en perspectives !

*Maxence Yvernault*

# Gault&Millau Tour 2022 : des chefs et acteurs de la gastronomie du Centre-Val de Loire récompensés

*La vocation du Gault&Millau a toujours été de valoriser un terroir et ses hommes et de partager leur amour du bon et du goût avec le plus grand nombre. C'est l'objectif des Gault&Millau Tour qui mettent en lumière les acteurs de la gastronomie d'une région.*

Depuis 50 ans, Gault&Millau sillonne les routes de France à la découverte des meilleurs restaurants, des plus beaux produits et vins et des bonnes adresses. Son objectif : faire rayonner la gastronomie des terroirs aux quatre coins de l'hexagone et proposer le meilleur à celles et ceux qui aiment savoir ce qui se passe dans leur assiette. C'est ainsi que sont nés les Gault&Millau Tour : des rendez-vous en région qui célèbrent et fédèrent l'ensemble des acteurs de la gastronomie des terroirs (les chefs, leur équipe, les producteurs, les jeunes en formation...)
Pour Zakari Benkhadra, directeur général de Gault&Millau France, *« le Gault&Millau Tour est de ces rendez-vous fédérateurs, conviviaux, inspirants qui nous permettent de rendre hommage aux chefs et aux acteurs de la gastronomie que nous avons découverts partout en France. Notre ambition est à la fois de favoriser la transmission en permettant aux acteurs de ces métiers, confirmés et en devenir, de partager leur savoir-faire au cours de démonstrations, de les célébrer et les encourager grâce aux Trophées. »*

## Une journée pour célébrer les talents de la région

Le Gault&Millau Tour met à l'honneur sept régions françaises par an. L'objectif est de récompenser les chefs les plus talentueux de leur région, de braquer les projecteurs sur leur établissement en valorisant leur cuisine à travers les trophées Gault&Millau d'or, Grand de demain, Jeune talent, Cuisine de la mer, des lacs et des rivières, Terroir d'exception et le savoir-faire avec trois trophées : Tradition d'aujourd'hui ; Techniques d'excellence et Pâtissier. Et parce que le succès d'un chef passe par la synergie des équipes et le travail fourni en salle, le Gault&Millau récompense les talents qui concourent à promouvoir ce savoir-faire par trois trophées : Sommelier ; Accueil et Jeune talent service en salle.

## Liste des lauréats :

Gault&Millau d'or Loire 2022
Didier Clément - *Grand Hôtel du Lion d'Or* (Romorantin-Lanthenay)

Pâtissier Loire 2022
Fumiko Maubert - *Assa* (Blois)

Techniques d'excellence Loire 2022
Thibaut Ruggeri - *Abbaye de Fontevraud* (Fontevraud)

Tradition d'aujourd'hui Loire 2022
Aurélien Lagorsse - *Le Relais Saint-Jacques* (Déols)

Accueil Loire 2022
Claire et Maxime Voisin - *De sel et d'ardoise* (Orléans)

Éloquence Loire 2022
Margot Corvasier - *La Maison d'À Côté* (Montlivault)

Les autres trophées ont été attribués à des chefs et des acteurs de la gastronomie de la région Pays de la Loire.

*par Estelle Cuiry.*

© Gianni Villa

# Le restaurant Assa récompensé pour sa pâtisserie

Fumiko Maubert, cheffe du restaurant étoilé ASSA qu'elle dirige avec son mari, s'est vu attribuer une nouvelle reconnaissance de son art culinaire, avec le Trophée pâtisserie 2022 du Gault et Millau.
Niché en hauteur, au-dessus de la levée de la Loire à Blois, le restaurant gastronomique Assa offre un panorama hors du temps.
La cuisine pratiquée par Anthony et Fumiko Maubert, déjà récompensée par une étoile au Michelin vient une fois de plus d'être mise à l'honneur par le Trophée pâtisserie 2022 de Gault et Millau. *« Je ne connaissais pas ce prix, nous avons été les premiers surpris et contents de le partager avec notre équipe, d'autant plus que nous ne savons pas qui est venu, quand, et ce qui a guidé leurs choix sur notre pâtisserie ! »* avoue Fumiko.
Cette distinction est pour eux un signe, celui que leur cuisine audacieuse plaît, même s'ils en avaient déjà la confirmation par leurs clients *« Nous travaillons avant tout pour eux, pour nos producteurs, et notre équipe. Nous sommes heureux de pouvoir partager cette récompense. »* S'expriment-ils.
L'art culinaire d'Assa est un mariage, à la vie comme à la cuisine, celui entre la France et le Japon. Leurs recettes s'harmonisent entre produits de saison et saveurs asiatiques, avec toujours cette même envie *« Apporter de la gourmandise autrement, surprendre nos clients, les faire voyager. Je dis souvent que c'est la nature qui fait le menu »* affirme Anthony Maubert.
Le dessert du *« Kabu confit à la cire d'abeille noir de Sologne »* en est un parfait exemple. Il illustre l'alliance entre le chou du producteur Masato avec les produits issus des ruches de Nils Aucante.

*Émilie Marmion*

# Un fromage Loir-et-Chérien remporte une médaille d'or

*Élaboré dans le Loir-et-Cher, le Trèfle du Perche a été médaillé d'or lors du dernier Salon de l'Agriculture de Paris. Il est produit dans la Région, il garnit vos tables de fêtes ou du quotidien. Découverte d'un produit 100% Made in Val de Loire.*

Fabrice et Corinne Ouvrard, propriétaires de la fromagerie Le Petit-Villiersfaux, sont fiers de leur fromage qui *« représente le Loir-et-Cher et la région Centre »*.
En participant pour la première fois au Salon de l'Agriculture en 2022, le couple a immédiatement été récompensé par une médaille d'or. *« C'est un très grand plaisir d'avoir remporté cette médaille, se réjouit Fabrice Ouvrard. Elle récompense des années de travail. »*

> *« le fromage de chèvre connait un réel engouement. Aujourd'hui, les clients veulent acheter local, directement au producteur »*

Fabrice et Corinne Ouvrard, propriétaires de la fromagerie Le Petit-Villiersfaux.

## Objet de l'envoi : Médaille d'or

Aussi surprenant que cela puisse paraitre, le couple a participé au Salon mais ne s'est jamais rendu sur place. *« Je ne pouvais pas aller à Paris car certaines de mes chèvres ont mis bas la semaine du Salon*, explique Fabrice Ouvrard. *Une personne est donc venue à la ferme pour récupérer deux fromages qu'elle a ensuite placé sous scellé. Quelques jours plus tard, nous avons été informés par mail que nous avions remporté une médaille d'or. »* Le couple souhaite renouveler sa participation au Salon l'année prochaine.
La fromagerie Le Petit-Villiersfaux a été créé en 1993. Avec 120 chèvres laitières au départ, le couple en possède désormais 300. Vendus à la ferme et sur les marchés, *« le fromage de chèvre connait un réel engouement*, s'enthousiasme Fabrice Ouvrard. *Aujourd'hui, les clients veulent acheter local, directement au producteur. »* Sept producteurs de Trèfle du Perche se sont réunis au sein d'une association. Ils sont présents dans le Loir-et-Cher, l'Eure-et-Loir, l'Orne et la Sarthe. Désormais, leur objectif est d'obtenir une Indication Géographique Protégée (IGP). Connu dans la région, ce fromage souffre d'un manque de notoriété au niveau national. Le couple de fromagers s'est inscrit au Salon de l'Agriculture afin de combler ce manque et tenter d'obtenir prochainement la précieuse appellation.

*www.lepetitvilliersfaux.com*
*Maxence Yvernault*

# Tendances régionales en Centre-Val de Loire – Début 2022

## En chiffres

**19,5 %**
Poids des effectifs de l'industrie par rapport à la totalité des effectifs

**36,5 %**
Poids des effectifs des services marchands par rapport à la totalité des effectifs

**8,5 %**
Poids des effectifs du bâtiment et des travaux publics par rapport à la totalité des effectifs

**32,1 %**
Des dirigeants d'entreprises immatriculées en 2021 au Registre du Commerce et des Sociétés (y compris micro-entrepreneurs) sont des femmes, contre 31,4 % en France métropolitaine.

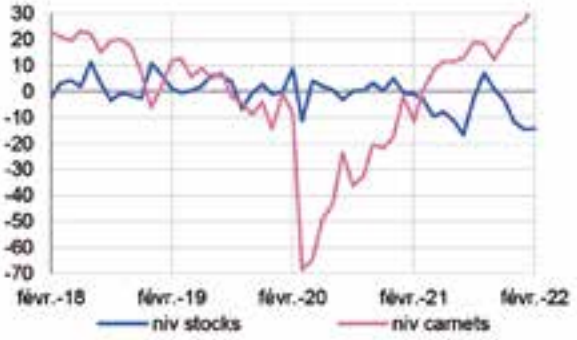
**1 EMPLOI SUR 8**
Est sous contrôle étranger. La moitié des salariés de Centre-Val de Loire travaillent pour une entreprise dont le centre de décision n'est pas dans la région. Pour la moitié d'entre eux, les décisions stratégiques sont prises en Île-de-France et pour un quart à l'étranger. Cette dépendance est principalement liée à l'appartenance d'établissements régionaux à de grands groupes multinationaux.

## Jugement des dirigeants sur l'évolution de l'activité de leurs entreprises

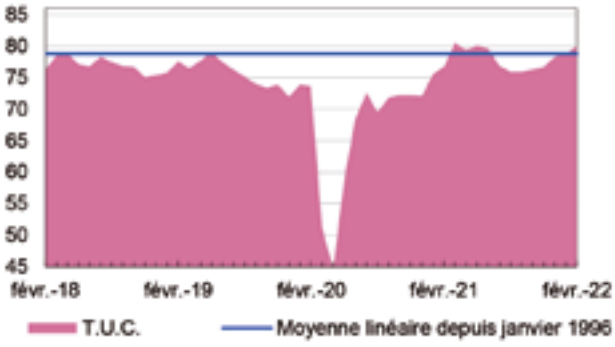
### Industrie

### Services marchands

### Situation des carnets et des stocks de produits finis
(en solde d'opinions CVS)




### Utilisation des capacités de production
(en pourcentage CVS)




## Pour résumer

En début d'année, l'activité dans l'industrie manufacturière, les services marchands et le bâtiment a poursuivi sa progression. En revanche, à des degrés divers, l'organisation des entreprises reste perturbée par des difficultés d'approvisionnement et de recrutement, bien qu'elles se soient progressivement adaptées aux fluctuations des commandes et aux retards d'exécution des travaux ou des prestations de services. Dans ce contexte, les prix des matières premières ou des composants demeurent à des niveaux élevés et l'emploi ne se redresse que modérément. S'agissant des prévisions des chefs d'entreprise pour les prochaines semaines, les perspectives d'activité sont dans l'ensemble jugées favorables en raison notamment de carnets de commandes bien garnis. Bien que conscients des effets directs ou indirects de la guerre en Ukraine, il était prématuré pour les chefs d'entreprise, au moment de la période de collecte des informations de conjoncture (du 24 février au 3 mars 2022), de porter un jugement sur l'impact du conflit sur leur propre activité. Ils étaient toutefois assez nombreux à s'inquiéter des répercussions du contexte géopolitique sur une nouvelle hausse du coût de l'énergie, qui était d'ores et déjà une de leurs préoccupations majeures.

*Données et analyses : Insee et Banque de France*

# LA BANQUE TRÈS TRÈS TRÈS TRÈS TRÈS TRÈS TRÈS TRÈS TRÈS TRÈS TRÈS TRÈS POPULAIRE

**POUR LA 12E ANNÉE CONSÉCUTIVE**
**BANQUE POPULAIRE EST DÉSIGNÉE 1RE BANQUE DES PME.**
NOUS REMERCIONS TOUS NOS CLIENTS PME POUR LEUR CONFIANCE.

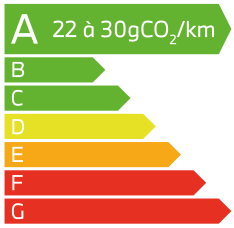
très BANQUE POPULAIRE +X
la réussite est en vous

Étude Kantar PME-PMI 2021 – Banques Populaires : 1re banque des PME.

BPCE Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 180478270 euros Siège social : 50, avenue Pierre Mendès France – 75201 Paris Cedex 13 – RCS Paris N° 493455042 –

**Amplitude Automobiles Tours**
7, rue Benjamin Franklin - 37170 Chambray-lès-Tours
02 47 27 21 21

***Exemple pour une BMW 218i Active Tourer. 36 loyers de 295€/mois, et avec majoration du premier loyer de 3226,63 €.**
Location Longue Durée sur 36 mois et pour 30000km incluant Entretien et extension de garantie. Assurance perte financière à souscrire par l'intermédiaire de BMW Finance ou auprès de l'assureur de votre choix, sous réserve d'en justifier. Offre réservée aux particuliers pour toute commande d'une BMW 218i Active Tourer chez Amplitude Automobiles Tours jusqu'au 30/06/2022 et sous réserve d'acceptation par BMW Finance, SNC au capital de 87 000 000 € - RCS Versailles 343 606 448, inscrit à l'ORIAS sous le n°07 008 883. Consommation mixte combinée : 6,2 - 6,6 l/100 km. $CO_2$ combinée : 140 - 150 g/km - Norme WLTP. Depuis le 01/09/2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour ceux-ci (WLTP) de sorte que la mesure de la consommation de carburant et d'émissions de $CO_2$ est plus réaliste que celle de l'ex procédure NEDC.Hors pièces d'usure. Modèle présenté : BMW 230e xDrive.




Pour les trajets courts, privilégiez la marche ou le vélo #SeDéplacerMoinsPolluer